



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU VAL DE MARNE

ISSN 0980-7683

***RECUEIL***  
  
***DES***  
  
***ACTES ADMINISTRATIFS***

***RECUEIL***

***N°117***

**Du 03 et 04 août 2023**



PRÉFET DU VAL-DE-MARNE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

N° 117

Du 03 et 04 août 2023

***SOMMAIRE***

AUTRES SERVICES DE L'ÉTAT

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES  
PUBLIQUES DU VAL DE MARNE**

| Arrêté              | Date       | INTITULÉ  | Page |
|---------------------|------------|---|------|
| 2023/sans<br>numéro | 01/08/2023 | portant délégation de signature des annexes I (B40-C40-D40-E41-E42-E43-E44) | 7    |

**DIRECTION RÉGIONALE ET INTERDÉPARTEMENTALE  
DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET DES  
TRANSPORTS D'ÎLE DE FRANCE**

| Arrêté    | Date       | INTITULÉ  | Page |
|-----------|------------|---|------|
| 2023/039  | 23/03/23   | Portant dérogation à l'interdiction de perturber intentionnellement, capturer et relâcher des spécimens d'espèces animales protégées accordée à l'association R.E.N.A.R.D.  | 26   |
| 2023/0583 | 03/08/2023 | Portant réglementation temporaire de la circulation sur la RN6, dans le sens de circulation Paris vers province entre l'impasse Boieldieu à Villeneuve-Saint-Georges et la limite départementale avec l'Essonne, pour une opération de renouvellement de couche de chaussée.  | 31   |
| 2023/0584 | 03/08/2023 | Modification de l'arrêté DRIEAT n°2022-0242 du 14 mars 2022 valable jusqu'au 30 septembre 2023, et portant modification des conditions de circulation des véhicules de toutes catégories, des piétons et des cyclistes, sur une section de l'avenue du Général Leclerc (RD19) entre le n°14 et la rue Pierre et Marie Curie, dans les deux sens de la circulation, sur la commune de Maisons-Alfort, pour l'intervention de ENEDIS et la dépose des cantonnements, dans le cadre de la construction immobilière au droit du 16 avenue du Général Leclerc. | 34   |

|           |            |   |    |
|-----------|------------|---|----|
| 2023/0585 | 03/08/2023 | Portant réglementation temporaire des conditions de circulation sur l'A4 dans le sens de circulation province Paris du PR7 au PR5+500 et sur l'A4 dans le sens de circulation Paris province du PR5+500 au PR7 dans le cadre du renouvellement des écrans acoustiques et de l'installation de caméras sur la voie auxiliaire du tronçon commun A4-A86.  | 38 |
| 2023/0586 | 03/08/2023 | Portant réglementation temporaire des conditions de circulation sur la bretelle de sortie N°8 de l'autoroute A4Y dans le sens de circulation Paris province en direction du rond-point reliant la RD33 à la RD231 à Villiers-sur-Marne pour le remplacement d'une vanne de gaz sur l'anneau intérieur du rond-point.  | 41 |
| 2023/0587 | 04/08/2023 | Portant modification des conditions de circulation des véhicules de toutes catégories et des piétons sur la RD4, rue du Général de Gaulle, entre le giratoire en limite de Pontault-Combault et le panneau d'entrée du Val-de-Marne à La Queue-en-Brie, dans le sens de circulation province/Paris, pour des travaux de création d'un branchement sur le réseau départemental des eaux pluviales. | 44 |
| 2023/0727 | 04/08/2023 | Portant modifications des conditions de circulation et de stationnement des véhicules de toutes catégories sur l'avenue Aristide Briand RD920 à Cachan et à Arcueil, entre la rue Léon Bloy et le carrefour de la Vache Noire, dans le sens province – Paris, pour des travaux de réalisation de sondages géotechniques.  | 48 |

**DIRECTION RÉGIONALE ET INTERDEPARTEMENTALE  
DE L'ECONOMIE, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES  
SOLIDARITES**

| Arrêté     | Date       | INTITULÉ  | Page |
|------------|------------|---|------|
| 2023/02889 | 03/08/2023 | visant à annuler l'arrêté n° 2023/02396 du 04/07/2023<br>Portant acceptation de la demande de dérogation à la règle du repos dominical, présentée la société CEGELEC PARIS AIRPORTS, Sise 71-75 Avenue du Président Kennedy, 91170 VIRY CHATILLON pour le chantier de réfection de la piste 02/20 de l'aéroport d'Orly (94) | 51   |

**PRÉFECTURE DE POLICE**

| Arrêté     | Date       | INTITULÉ   | Page |
|------------|------------|--|------|
| 2023/00915 | 02/08/2023 | modifiant l'arrêté n°2023-00043 du 13 janvier 2023 fixant la liste annuelle d'aptitude du personnel apte à exercer dans le domaine de la prévention contre les risques d'incendie et de panique à Paris et dans les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023 | 53   |

**ACTES DIVERS**

| <b>Arrêté</b>    | <b>Date</b> | <b>INTITULÉ</b>   | <b>Page</b> |
|------------------|-------------|---|-------------|
| 2023/01          | 18/07/2023  | ÉTABLISSEMENT DE TRANSFUSION SANGUINE D'ÎLE-DE-FRANCE<br><br>PORTANT DÉLÉGATION DE POUVOIR ET DE SIGNATURE AU SEIN DE L'ÉTABLISSEMENT DE TRANSFUSION SANGUINE D'ÎLE-DE-FRANCE | 54          |
| 2023/02          | 18/07/2023  | ÉTABLISSEMENT DE TRANSFUSION SANGUINE D'ÎLE-DE-FRANCE<br><br>PORTANT DÉLÉGATION DE POUVOIR ET DE SIGNATURE AU SEIN DE L'ÉTABLISSEMENT DE TRANSFUSION SANGUINE D'ÎLE DE FRANCE | 57          |
| 2023/03          | 18/07/2023  | ÉTABLISSEMENT DE TRANSFUSION SANGUINE D'ÎLE-DE-FRANCE<br><br>PORTANT DÉLÉGATION DE POUVOIR ET DE SIGNATURE AU SEIN DE L'ÉTABLISSEMENT DE TRANSFUSION SANGUINE D'ÎLE-DE-FRANCE | 60          |
| 2023/04          | 18/07/2023  | ÉTABLISSEMENT DE TRANSFUSION SANGUINE D'ÎLE-DE-FRANCE<br><br>PORTANT DÉLÉGATION DE POUVOIR ET DE SIGNATURE AU SEIN DE L'ÉTABLISSEMENT DE TRANSFUSION SANGUINE D'ÎLE-DE-FRANCE | 65          |
| 2023/05          | 18/07/2023  | ÉTABLISSEMENT DE TRANSFUSION SANGUINE D'ÎLE-DE-FRANCE<br><br>PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE AU SEIN DE L'ÉTABLISSEMENT DE TRANSFUSION SANGUINE D'ÎLE-DE-FRANCE               | 71          |
| 2023/06          | 18/07/2023  | ÉTABLISSEMENT DE TRANSFUSION SANGUINE D'ÎLE-DE-FRANCE<br><br>PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE AU SEIN DE L'ÉTABLISSEMENT DE TRANSFUSION SANGUINE D'ÎLE-DE-FRANCE               | 74          |
| 2023/sans numéro | 02/08/2023  | HOPITAUX DE SAINT-MAURICE<br><br>AVIS D'OUVERTURE D'UN EXAMEN PROFESSIONNEL REGIONAL D'INGENIEUR HOSPITALIER  | 76          |
| 2023/sans numéro | 02/08/2023  | HOPITAUX DE SAINT MAURICE<br><br>AVIS D'OUVERTURE D'UN CONCOURS INTERNE SUR TITRES D'AMBULANCIER  | 78          |
| 2023/sans numéro | 02/08/2023  | HOPITAUX DE SAINT MAURICE<br><br>AVIS D'OUVERTURE D'UN CONCOURS EXTERNE SUR TITRES DE TECHNICIEN HOSPITALIER  | 80          |

|                             |                   |   |           |
|-----------------------------|-------------------|---|-----------|
| <b>2023/sans<br/>numéro</b> | <b>02/08/2023</b> | <b>HOPITAUX DE SAINT MAURICE</b><br><b>AVIS D'OUVERTURE DE CONCOURS EXTERNE SUR TITRES</b><br><b>D'OUVRIER PRINCIPAL DE 2EME CLASSE</b> | <b>82</b> |
|-----------------------------|-------------------|---|-----------|

## ANNEXE A

### décision du directeur interrégional des douanes et droits indirects

.....  
**PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE**  
DES ANNEXES I (B40-C40-D40-E41-E42-E43-E44)

VU le code des douanes de l'Union, le règlement délégué n° 2015/2446 de la Commission du 28 juillet 2015 et le règlement d'exécution n° 2015/2447 de la Commission du 24 novembre 2015 ;

VU le code des douanes ;

VU le code général des impôts, notamment ses annexes I, II, III et IV ;

VU le livre des procédures fiscales ;

VU le décret n° 97-1195 du 24 décembre 1997 modifié pris pour l'application du second alinéa de l'article 2 du décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles (ministre de l'économie et des finances et ministre de l'action et des comptes publics), notamment son article 11 ;

VU le décret n° 2006-742 du 27 juin 2006 modifié portant création d'une aide à la sécurité des débits de tabac et modifiant l'article 281 de l'annexe II au code général des impôts ;

VU le décret n° 2007-1665 du 26 novembre 2007 modifié relatif à l'organisation des services déconcentrés de la direction générale des douanes et droits indirects ;

VU le décret n° 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de la vente au détail des tabacs manufacturés ;

VU la décision de la directrice générale des douanes et droits indirects du 02 décembre 2022 ;

**Article 1** - Reçoivent délégation permanente à l'effet de signer en mon nom, et dans la limite de leurs attributions, les agents des services de direction de la direction régionale des douanes et droits indirects d'Orly dont les noms, prénoms et grades sont repris en annexe I-B40 de la présente décision, pour les décisions administratives individuelles reprises dans cette annexe dans la ligne où les noms, prénoms et grades de ces agents sont indiqués.

**Article 2** – Reçoivent délégation permanente à l'effet de signer en mon nom, et dans la limite de leurs attributions, les agents des divisions de la direction régionale des douanes d'Orly dont les noms, prénoms et grades sont repris en annexe I-C40 de la présente décision, pour les décisions administratives individuelles reprises dans ces annexes dans la ligne où les noms, prénoms et grades de ces agents sont indiqués.

**Article 3** – Reçoivent délégation permanente à l'effet de signer en mon nom, et dans la limite de leurs attributions, les agents des bureaux de douane de la direction régionale des douanes d'Orly dont les noms, prénoms et grades sont repris en annexe I-D40 de la présente décision, pour les décisions administratives individuelles reprises dans ces annexes dans la ligne où les noms, prénoms et grades de ces agents sont indiqués.

**Article 4** – Reçoivent délégation permanente à l'effet de signer en mon nom, et dans la limite de leurs attributions, les agents des unités de surveillance de la direction régionale des douanes d'Orly dont les noms, prénoms et grades sont repris en annexe I-E41 à I-E44 de la présente décision, pour les décisions administratives individuelles reprises dans ces annexes dans la ligne où les noms, prénoms et grades de ces agents sont indiqués.

**Article 5** – La présente décision et les annexes concernées, sont affichées/mises à disposition des usagers, dans la partie des locaux administratifs accessible au public.

Fait à Roissy, le 01 août 2023

L'administrateur général es douanes,  
directeur interrégional

*SIGNÉ*

Gilbert BELTRAN

Date de l'affichage : Publication demandée au RAA



**ETAT DES ANNEXES A LA DECISION DE DELEGATION  
DU DIRECTEUR INTERREGIONAL DE PARIS - AÉROPORTS  
POUR LA  
DIRECTION REGIONALE D'ORLY**

**Direction** : Annexe I - B40

**Division** : Annexe I - C40

**BUREAU ORLY AERO** : Annexe I - D40

**BSE ORLY 4** : Annexe I – E41

**BSE ORLY 3** : Annexe I - E42

**BSE ORLY INTERVENTION** : Annexe I – E43

**BILC** : Annexe I – E45

*MAJ : 01 août 2023*

## ANNEXE I – B – 40

### Délégation des décisions administratives individuelles au niveau de la Direction régionale des douanes et droits indirects d'Orly

Liste des autorités et agents des douanes recevant délégation de signature du directeur interrégional des douanes et droits indirects de Paris – Aéroports

| N° | Nom Prénom<br>(ordre RUSH) | Grade   | Fonction                                     | N° des DAI concernées par la délégation et<br>précisées en annexe de la décision de la<br>directrice générale du 02 décembre 2022 * |
|----|----------------------------|---|--|---|
| 1  | CAZALBOU Jean-Claude       | ADMINISTRATEUR<br>SUPERIEUR DDI                       | CHEF DE<br>CIRCONSCRIPTION<br>REGIONALE      | 1 à 6 – 10 à 202 – 204 à 208 – 210 – 213 à 276  |
| 2  | DECHOUX Christian          | DIRECTEUR DES<br>SERVICES DOUANIERS<br>DE 1ère CLASSE | CHEF DU POLE<br>ORIENTATION DES<br>CONTROLES | 1 à 6 – 10 à 276  |
| 3  | SIBARD Eric                | INSPECTEUR PRINCIPAL<br>DE 1ère CLASSE                | CHEF DU POLE<br>ACTION<br>ECONOMIQUE         | 1 à 6 – 10 à 276  |

\* L'annexe de la décision de la directrice générale du 02 décembre 2022 est consultable au siège de l'unité.  
MAJ le : 01 Août 2023

**ANNEXE I – C – 40**

**Délégation des décisions administratives individuelles  
au niveau de la Division des douanes d'Orly,  
Direction régionale des douanes et droits indirects d'Orly**  
Liste des autorités et agents des douanes recevant délégation de signature du directeur  
interrégional des douanes et droits indirects de Paris – Aéroports

| N° | Nom Prénom<br>(ordre RUSH) | Grade   | Fonction                         | N° des DAI concernées par la délégation et précisées<br>en annexe de la décision de la directrice générale du<br>02 décembre 2022 *  |
|----|----------------------------|---|----------------------------------|--|
| 1  | MILHOU Nicolas             | DIRECTRICE DES<br>SERVICES DOUANIERS<br>2ème CLASSE | CHEF<br>DIVISIONNAIRE            | 1 – 28 à 59 – 61 à 81 – 83 – 97 à 147 – 152 –<br>194 – 199 – 201 – 204 à 205 – 209 – 213 à 216<br>– 218 à 231 – 234 à 236 – 242 – 244 – 250 –<br>252 – 254 – 261   |
| 2  | SIRVENT Bruno              | INSPECTEUR PRINCIPAL<br>1ERE CL                     | Adjoint au CHEF<br>DIVISIONNAIRE | 1 – 28 à 59 – 61 à 81 – 83 – 97 à 147 – 152 –<br>194 – 199 – 201 – 204 à 205 – 209 – 213 à 216<br>– 218 à 231 – 234 à 236 – 242 – 244 – 250 –<br>252 – 254 – 261   |
| 3  | FIDELLE Sarah              | INSPECTRICE   | REDACTRICE                       | 2 à 14 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 86 à 152<br>– 157 à 159 – 170 – 194 à 199 – 201 à 204 –<br>208 à 210 – 215 à 217 – 219 à 223 – 227 à 230<br>– 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 à 261                                     |
| 4  | BLANC COMPAGNON<br>Sylvie  | CONTROLEUR 2E CL<br>DGDDI                           | SECRETAIRE                       | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à<br>98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135<br>à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 –<br>215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236<br>– 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |

\* L'annexe de la décision de la directrice générale du 02 décembre 2022 est consultable au siège de l'unité.  
MAJ le : 01 Août 2023

**ANNEXE I – D – 40**

**Délégation des décisions administratives individuelles  
au niveau du bureau de douane Orly Aéro de la Direction régionale des douanes et droits indirects d'Orly**  
Liste des autorités et agents des douanes recevant délégation de signature du directeur interrégional des douanes et droits indirects de Paris – Aéroports

| N° | Nom Prénom (ordre RUSH) | Grade                                       | Fonction                   | N° des DAI concernées par la délégation et précisées en annexe de la décision de la directrice générale du 02 décembre 2022 *  |
|----|-------------------------|---|----------------------------|--|
| 1  | LE ROUX Ghislaine       | Cheffe Service Comptable 1ère classe        | CHEFFE DE SERVICE          | 1 à 6 – 10 à 13 – 17 à 83 – 86 à 276   |
| 2  | GILLOT Nella            | Inspectrice Principal 1ère classe           | ADJOINTE CHEFFE DE SERVICE | 1 à 6 – 10 à 13 – 17 à 83 – 86 à 276   |
| 3  | GABAY Pierre-Yves       | Inspecteur régional de 2°cl                 | CHEF DU POLE CONTROLE      | 1 à 6 – 10 à 13 – 17 à 83 – 86 à 276   |
| 4  | CREUZET Laurent         | Inspecteur régional de 2°cl                 | RÉDACTEUR                  | 2 à 14 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 86 à 152 – 157 à 159 – 170 – 194 à 199 – 201 à 204 – 208 à 210 – 215 à 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 à 261                                  |
| 5  | ALESSANDRI Sonia        | Contrôleur Principal                        | ACCUEIL CONTROLE           | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 6  | AMJAHID Mohamed         | Inspecteur                                  | EX-POST                    | 2 à 14 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 86 à 152 – 157 à 159 – 170 – 194 à 199 – 201 à 204 – 208 à 210 – 215 à 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261                                  |
| 7  | ANGELE Marie            | Agent de constatation principal de 1°classe | ACCUEIL CONTROLE           | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à 110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à 131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194 – 199 – 201 – 220 à 222 – 228                                  |
| 8  | BENMOSTEFA Kamel        | Contrôleur de 1°classe                      | CIF                        | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 9  | BERKANI Karim           | Contrôleur 1°classe                         | ACCUEIL CONTROLE           | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 10 | BESNARD Jean-Christophe | Contrôleur de 1°classe                      | ACCUEIL CONTROLE           | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 11 | BODIN Vincent           | Contrôleur Principal                        | AGENT VÉRIFICATEUR         | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 12 | BRICAULT Isabelle       | Contrôleur de 1°classe                      | AVITAILLEMENT              | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 13 | CHAMBRE Stephanie       | Agent de constatation principal de 1°classe | AGENT TRAVAIL D'ÉCRITURES  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à 110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à 131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194 – 199 – 201 – 220 à 222 – 228                                  |
| 14 | CLARY Alain             | Inspecteur                                  | ACCUEIL CONTROLE           | 2 à 14 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 86 à 152 – 157 à 159 – 170 – 194 à 199 – 201 à 204 – 208 à 210 – 215 à 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 à 261                                  |
| 15 | DALMASIE Pierre         | Contrôleur Principal                        | ACCUEIL CONTROLE           | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 16 | DEPINAY Eloise          | Contrôleur de 2°classe                      | ACCUEIL CONTROLE           | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 17 | DUCORNETZ Grégory       | Contrôleur Principal                        | AVITAILLEMENT              | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 18 | ECHAMPE Fabrice         | Contrôleur Principal                        | CIF                        | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 19 | EVAN Thierry            | Contrôleur Principal                        | ACCUEIL CONTROLE           | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 20 | EZ ZAIDI Fatima         | Contrôleur de 2°classe                      | EX-POST                    | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 21 | FERREIRA Manuel         | Contrôleur de 2°classe                      | PCR                        | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |

\* L'annexe de la décision de la directrice générale du 02 décembre 2022 est consultable au siège de l'unité.

| N° | Nom Prénom<br>(ordre RUSH) | Grade  | Fonction                     | N° des DAI concernées par la délégation et précisées en annexe de la décision de la directrice générale du 02 décembre 2022 *  |
|----|----------------------------|--|------------------------------|--|
| 22 | FOUCAN-BARBE<br>Christian  | Agent de constatation<br>principal de 1 <sup>er</sup> classe | CIF                          | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à 110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à 131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194 – 199 – 201 – 220 à 222 – 228                                  |
| 23 | GOUADON Christine          | Contrôleur Principal   | ACCUEIL<br>CONTROLE          | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 24 | JOURAU Jean-Louis          | Contrôleur de 1 <sup>ère</sup> classe                        | ACCUEIL CONTROLE             | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 25 | LOUISON Hilaire            | Contrôleur de 2 <sup>e</sup> classe                          | ACCUEIL<br>CONTROLE          | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 26 | MARAN Michele              | Inspectrice régional de 3 <sup>e</sup><br>classe             | EX-POST                      | 2 à 14 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 86 à 152 – 157 à 159 – 170 – 194 à 199 – 201 à 204 – 208 à 210 – 215 à 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 à 261                                  |
| 27 | MARCHAND Didier            | Contrôleur Principal   | AVITAILLEMENT                | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 28 | MARTIN CANO Florence       | Contrôleur de 2 <sup>e</sup> classe                          | PGP                          | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 29 | MONE Roger                 | Contrôleur de 2 <sup>e</sup> classe                          | AGENT VÉRIFICATEUR           | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 30 | NAVARRO GHILI<br>Dominique | Contrôleur de 2 <sup>e</sup> classe                          | ACCUEIL<br>CONTROLE          | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 31 | NICOLAZIC Jean-Marc        | Contrôleur Principal   | CIF                          | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 32 | NICOLAZIC Roselyne         | Contrôleur de 2 <sup>e</sup> classe                          | AGT TRAVAIL ECRITURES        | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 33 | OZONNE Dominique           | Contrôleur de 1 <sup>ère</sup> classe                        | PGP                          | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 34 | POISSON Rose-Marie         | Agent de constatation<br>principal de 1 <sup>er</sup> classe | EX-POST                      | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à 110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à 131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194 – 199 – 201 – 220 à 222 – 228                                  |
| 35 | RE Brigitte                | Contrôleur Principal   | ACCUEIL<br>CONTROLE          | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 36 | ROYER Pauline              | Inspectrice  | SUPERVISION                  | 2 à 14 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 86 à 152 – 157 à 159 – 170 – 194 à 199 – 201 à 204 – 208 à 210 – 215 à 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 à 261                                  |
| 37 | TOURDES Deborah            | Agent de constatation  | GESTION MARCHANDISES SAISIES | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à 110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à 131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194 – 199 – 201 – 220 à 222 – 228                                  |
| 38 | TOUSTOU Gilles             | Contrôleur Principal   | AVITAILLEMENT                | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 39 | VANDERKELEN Patrice        | Contrôleur Principal   | AGENT VÉRIFICATEUR           | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 40 | VAN HINTE Sophie           | Contrôleur Principal   | EX-POST                      | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 41 | YOUSFI Mohamed             | Contrôleur de 1 <sup>ère</sup> classe                        | ACCUEIL CONTROLE             | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |

\* L'annexe de la décision de la directrice générale du 02 décembre 2022 est consultable au siège de l'unité.

**ANNEXE I – E – 41**

**Délégation des décisions administratives individuelles  
au niveau de l'unité de surveillance Orly 4, Division d'Orly,  
Direction régionale des douanes et droits indirects d'Orly**

Liste des autorités et agents des douanes recevant délégation de signature du directeur interrégional des douanes et droits indirects de Paris – Aéroports

| N° | Nom Prénom<br>(ordre RUSH) | Grade                                | Fonction                     | N° des DAI concernées par la délégation et précisées en annexe de la décision de la directrice générale du 02 décembre 2022 *  |
|----|----------------------------|--------------------------------------|------------------------------|--|
| 1  | RAULT Nathalie             | INSPECTRICE REGIONALE DE 2ème CLASSE | CSDS                         | 1 à 6 – 10 à 13 – 17 à 83 – 86 à 276   |
| 2  | GUERRIER Philippe          | CONTROLEUR PRINCIPAL                 | CSDS/A                       | 1 à 6 – 10 à 13 – 17 à 83 – 86 à 276   |
| 3  | LABIDOIRE Cédric           | INSPECTEUR                           | CSDS/A                       | 1 à 6 – 10 à 13 – 17 à 83 – 86 à 276   |
| 4  | VIGNAL Thomas              | INSPECTEUR                           | CSDS/A                       | 1 à 6 – 10 à 13 – 17 à 83 – 86 à 276   |
| 5  | ALVES PEREIRA Philippe     | ACP 2°Classe                         | Agent unité de surveillance  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à 110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à 131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194 – 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                  |
| 6  | BARRE Didier               | CONTROLEUR PRINCIPAL                 | Agent contrôle des voyageurs | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 7  | BAVILLE Antony             | CONTROLEUR 1°CLASSE                  | Agent unité de surveillance  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 8  | BECARD Vincent             | ACP 2°Classe                         | Agent contrôle des voyageurs | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à 110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à 131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194 – 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                  |
| 9  | BENBIJJA Khalid            | CONTROLEUR PRINCIPAL                 | Agent contrôle des voyageurs | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 10 | BOURDY Maxime              | CONTROLEUR 2°CLASSE                  | Agent unité de surveillance  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 11 | BOUTIN Céline              | ACP 1°Classe                         | Agent unité de surveillance  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à 110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à 131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194 – 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                  |
| 12 | CHARMOLUE Sébastien        | ACP 2°Classe                         | Agent unité de surveillance  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à 110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à 131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194 – 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                  |
| 13 | DAMIEN Nathalie            | ACP 1°Classe                         | Agent unité de surveillance  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à 110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à 131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194 – 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                  |
| 14 | DAVID-GNAHOUI Sedjro       | ACP 2°Classe                         | Agent unité de surveillance  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à 110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à 131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194 – 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                  |
| 15 | DEBREE-POLICAR Sarah       | CONTROLEUR 2°CLASSE                  | Agent unité de surveillance  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 16 | DISCH Etienne              | ACP 2°Classe                         | Agent unité de surveillance  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à 110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à 131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194 – 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                  |
| 17 | FLEGEAU Pauline            | CONTROLEUR 2°CLASSE                  | Agent unité de surveillance  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 18 | FOUCHET Sylvie             | ACP 1°Classe                         | Agent unité de surveillance  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à 110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à 131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194 – 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                  |
| 19 | FRANOV Laurent             | CONTROLEUR PRINCIPAL                 | Agent contrôle des voyageurs | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |

\* L'annexe de la décision de la directrice générale du 02 décembre 2022 est consultable au siège de l'unité.  
MAJ le : 01 Août 2023

| N° | Nom Prénom<br>(ordre RUSH)  | Grade                  | Fonction                        | N° des DAI concernées par la délégation et précisées en annexe de la décision de la directrice générale du 02 décembre 2022 *  |
|----|-----------------------------|------------------------|---------------------------------|--|
| 20 | GABRIEL CALIXTE<br>Hervé    | CONTROLEUR<br>2°CLASSE | Agent unité de<br>surveillance  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 21 | GOURARI Sarah               | ACP 2°Classe           | Agent unité de<br>surveillance  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à 110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à à 127 – 130 à 131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194 – 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                |
| 22 | GUITTON Alycia              | CONTROLEUR<br>2°CLASSE | Agent unité de<br>surveillance  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 23 | GUYON Benjamin              | ACP 2°Classe           | Agent unité de<br>surveillance  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à 110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à à 127 – 130 à 131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194 – 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                |
| 24 | HAKKI Jalal                 | CONTROLEUR<br>2°CLASSE | Agent unité de<br>surveillance  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 25 | LEAUT Vincent               | CONTROLEUR<br>2°CLASSE | Agent unité de<br>surveillance  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 26 | LESAGE Anne-Sophie          | ACP 1°Classe           | Agent contrôle<br>des voyageurs | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à 110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à à 127 – 130 à 131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194 – 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                |
| 27 | LOOSLI Nicolas              | CONTROLEUR<br>1°CLASSE | Chef d'équipe                   | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 28 | LORY Anne-Charlotte         | CONTROLEUR<br>2°CLASSE | Agent unité de<br>surveillance  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 29 | LOUET Cyril                 | ACP 2°Classe           | Chef d'équipe                   | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à 110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à à 127 – 130 à 131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194 – 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                |
| 30 | LOWINSKY Aurélie            | ACP 2°Classe           | Agent unité de<br>surveillance  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à 110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à à 127 – 130 à 131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194 – 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                |
| 31 | MALGOUYRES Pierre           | CONTROLEUR<br>2°CLASSE | Agent unité de<br>surveillance  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 32 | MANKOU KINZENZE<br>Jonathan | ACP 2°Classe           | Agent unité de<br>surveillance  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à 110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à à 127 – 130 à 131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194 – 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                |
| 33 | MAOUS Maxime                | ACP 2°Classe           | Agent unité de<br>surveillance  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à 110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à à 127 – 130 à 131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194 – 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                |
| 34 | MAUROY Jessica              | CONTROLEUR<br>2°CLASSE | Agent unité de<br>surveillance  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 35 | MORY Frédéric               | ACP 1°Classe           | Agent unité de<br>surveillance  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à 110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à à 127 – 130 à 131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194 – 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                |
| 36 | NEIGE Mederic               | ACP 1°Classe           | Agent unité de<br>surveillance  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à 110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à à 127 – 130 à 131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194 – 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                |
| 37 | ORSETTI JULIE               | CONTROLEUR<br>1°CLASSE | Agent unité de<br>surveillance  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 38 | PALMIER Rosalyn             | ACP 2°Classe           | Agent unité de<br>surveillance  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à 110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à à 127 – 130 à 131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194 – 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                |
| 39 | PARENTEAU Guillaume         | ACP 1°Classe           | Agent unité de<br>surveillance  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à 110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à à 127 – 130 à 131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194 – 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                |
| 40 | PASQUIER Laurent            | ACP 2°Classe           | Agent unité de<br>surveillance  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à 110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à à 127 – 130 à 131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194 – 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                |

\* L'annexe de la décision de la directrice générale du 02 décembre 2022 est consultable au siège de l'unité.  
MAJ le : 01 Août 2023

| N° | Nom Prénom<br>(ordre RUSH) | Grade                  | Fonction                        | N° des DAI concernées par la délégation et précisées en annexe de la décision de la directrice générale du 02 décembre 2022 *  |
|----|----------------------------|------------------------|---------------------------------|--|
| 41 | PHILIPS Betty              | CONTROLEUR<br>2°CLASSE | Agent unité de<br>surveillance  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 42 | RAMA Brice                 | ACP 2°Classe           | Agent unité de<br>surveillance  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à 110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à 131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194 – 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                  |
| 43 | RAOUL Gwenhaele            | CONTROLEUR<br>2°CLASSE | Chef d'équipe                   | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 44 | ROUYAR Andre               | ACP 1°Classe           | Agent unité de<br>surveillance  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à 110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à 131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194 – 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                  |
| 45 | SEGUILLON Gildas           | ACP 2°Classe           | Agent unité de<br>surveillance  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à 110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à 131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194 – 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                  |
| 46 | THERAUD Vincent            | ACP 2°Classe           | Agent contrôle<br>des voyageurs | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à 110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à 131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194 – 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                  |
| 47 | VAN HOVE Jean-<br>Mickael  | ACP 1°Classe           | Agent contrôle<br>des voyageurs | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à 110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à 131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194 – 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                  |
| 48 | VICTOR Franck              | CONTROLEUR<br>1°CLASSE | Agent unité de<br>surveillance  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |
| 49 | ZANGA Patricia             | CONTROLEUR<br>1°CLASSE | Agent unité de<br>surveillance  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 – 101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254 – 261 |

\* L'annexe de la décision de la directrice générale du 02 décembre 2022 est consultable au siège de l'unité.  
MAJ le : 01 Août 2023



## ANNEXE I – E – 42

### Délégation des décisions administratives individuelles au niveau de l'unité de surveillance Orly 3, Division d'Orly, Direction régionale des douanes et droits indirects d'Orly

Liste des autorités et agents des douanes recevant délégation de signature du directeur interrégional des douanes et droits indirects de Paris – Aéroports

| N° | Nom Prénom<br>(ordre RUSH) | Grade                               | Fonction                        | N° des DAI concernées par la délégation et<br>précisées en annexe de la décision de la directrice<br>générale du 02 décembre 2022 *  |
|----|----------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|--|
| 1  | COLLET Bruno               | IR 3 <sup>e</sup> Classe            | CSDS                            | 1 à 6 – 10 à 13 – 17 à 83 – 86 à 276   |
| 2  | CRISTOFINI Mathieu         | INSPECTEUR                          | CSDS/A                          | 1 à 6 – 10 à 13 – 17 à 83 – 86 à 276   |
| 3  | GERAUT Alexandre           | CONTROLEUR<br>1 <sup>e</sup> Classe | CSDS/A                          | 1 à 6 – 10 à 13 – 17 à 83 – 86 à 276   |
| 4  | MENETRIER Isabelle         | INSPECTRICE                         | CSDS/A                          | 1 à 6 – 10 à 13 – 17 à 83 – 86 à 276   |
| 5  | AFEKIR Naïma               | CONTROLEUR<br>PRINCIPAL             | Chef d'équipe                   | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 –<br>152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 –<br>219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 –<br>244 – 254 – 261 |
| 6  | BAHTSEVANOS<br>Athanassia  | ACP 2 <sup>e</sup> Classe           | Agent contrôle<br>des voyageurs | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 –<br>194 – 199 – 201 – 220 à 222 – 228                                     |
| 7  | BATAILLER David            | CONTROLEUR<br>PRINCIPAL             | Agent unité de<br>surveillance  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 –<br>152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 –<br>219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 –<br>244 – 254 – 261 |
| 8  | BEWERT Nicolas             | CONTROLEUR<br>2 <sup>e</sup> Classe | Agent unité de<br>surveillance  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 –<br>152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 –<br>219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 –<br>244 – 254 – 261 |
| 9  | BIOCCO Sabrina             | CONTROLEUR<br>1 <sup>e</sup> Classe | Chef d'équipe                   | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 –<br>152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 –<br>219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 –<br>244 – 254 – 261 |
| 10 | BOIVERT Eric               | ACP 1 <sup>e</sup> Classe           | Agent unité de<br>surveillance  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 –<br>194 – 199 – 201 – 220 à 222 – 228                                     |
| 11 | BOIVIN GICQUEL Anne        | CONTROLEUR<br>PRINCIPAL             | Agent contrôle<br>des voyageurs | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 –<br>152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 –<br>219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 –<br>244 – 254 – 261 |
| 12 | BOUAZZA Nadia              | ACP 2 <sup>e</sup> Classe           | Agent contrôle<br>des voyageurs | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 –<br>194 – 199 – 201 – 220 à 222 – 228                                     |
| 13 | CAMBIGUE Jean-Luc          | CONTROLEUR<br>PRINCIPAL             | Agent unité de<br>surveillance  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 –<br>152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 –<br>219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 –<br>244 – 254 – 261 |
| 14 | CHEVALLIER Karine          | ACP 1 <sup>e</sup> Classe           | Agent contrôle<br>des voyageurs | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 –<br>194 – 199 – 201 – 220 à 222 – 228                                     |

\* L'annexe de la décision de la directrice générale du 02 décembre 2022 est consultable au siège de l'unité.

| N° | Nom Prénom<br>(ordre RUSH) | Grade                   | Fonction                        | N° des DAI concernées par la délégation et<br>précisées en annexe de la décision de la directrice<br>générale du 02 décembre 2022 *  |
|----|----------------------------|-------------------------|---------------------------------|--|
| 15 | CORDIER Annabelle          | CONTROLEUR<br>PRINCIPAL | Agent unité de<br>surveillance  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 –<br>152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 –<br>219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 –<br>244 – 254 – 261 |
| 16 | CORIC Anto                 | ACP 2°Classe            | Agent unité de<br>surveillance  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 –<br>194 – 199 – 201 – 220 à 222 – 228                                     |
| 17 | CORNET Marie-Claude        | ACP 1°Classe            | Agent contrôle<br>des voyageurs | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 –<br>194 – 199 – 201 – 220 à 222 – 228                                     |
| 18 | DAVIER Virginie            | ACP 2°Classe            | Agent unité de<br>surveillance  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 –<br>194 – 199 – 201 – 220 à 222 – 228                                     |
| 19 | DIEVART Daniel             | ACP 1°Classe            | Agent contrôle<br>des voyageurs | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 –<br>194 – 199 – 201 – 220 à 222 – 228                                     |
| 20 | FAUCK Adrien               | CONTROLEUR<br>2°Classe  | Chef d'équipe                   | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 –<br>152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 –<br>219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 –<br>244 – 254 – 261 |
| 21 | GAUTHIER-MINODIER<br>Laura | CONTROLEUR<br>2°Classe  | Chef d'équipe                   | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 –<br>152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 –<br>219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 –<br>244 – 254 – 261 |
| 22 | GEORGES Frederic           | CONTROLEUR<br>PRINCIPAL | Agent contrôle<br>des voyageurs | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 –<br>152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 –<br>219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 –<br>244 – 254 – 261 |
| 23 | GHILI Karim                | ACP 1°Classe            | Agent unité de<br>surveillance  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 –<br>194 – 199 – 201 – 220 à 222 – 228                                     |
| 24 | GIRARDET Florian           | ACP 2°Classe            | Agent unité de<br>surveillance  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 –<br>194 – 199 – 201 – 220 à 222 – 228                                     |
| 25 | HAKKI Maurad               | ACP 1°Classe            | Agent unité de<br>surveillance  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 –<br>194 – 199 – 201 – 220 à 222 – 228                                     |
| 26 | HAYET Katia                | CONTROLEUR<br>1°Classe  | Chef d'équipe                   | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 –<br>152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 –<br>219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 –<br>244 – 254 – 261 |
| 27 | HOURAYBI Karim             | CONTROLEUR<br>2°Classe  | Chef d'équipe                   | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 –<br>152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 –<br>219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 –<br>244 – 254 – 261 |
| 28 | JAOUEN Jean-Michel         | ACP 1°Classe            | Agent unité de<br>surveillance  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 –<br>194 – 199 – 201 – 220 à 222 – 228                                     |
| 29 | JOBIC Claude               | ACP 1°Classe            | Agent unité de<br>surveillance  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 –<br>194 – 199 – 201 – 220 à 222 – 228                                     |

\* L'annexe de la décision de la directrice générale du 02 décembre 2022 est consultable au siège de l'unité.

| N° | Nom Prénom<br>(ordre RUSH) | Grade                   | Fonction                        | N° des DAI concernées par la délégation et<br>précisées en annexe de la décision de la directrice<br>générale du 02 décembre 2022 *  |
|----|----------------------------|-------------------------|---------------------------------|--|
| 30 | KAROUM Kévin               | CONTROLEUR 2°<br>Classe | Chef d'équipe                   | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 –<br>152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 –<br>219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 –<br>244 – 254 – 261 |
| 31 | LE CORRE Delphine          | CONTROLEUR 2°<br>Classe | Chef d'équipe                   | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 –<br>152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 –<br>219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 –<br>244 – 254 – 261 |
| 32 | MARTIN PETRI Philippe      | CONTROLEUR<br>1è Classe | Chef d'équipe                   | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 –<br>152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 –<br>219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 –<br>244 – 254 – 261 |
| 33 | MARTOS Maeva               | CONTROLEUR 2°<br>Classe | Chef d'équipe                   | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 –<br>152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 –<br>219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 –<br>244 – 254 – 261 |
| 34 | MARZIOU Philippe           | CONTROLEUR<br>1°Classe  | Agent contrôle<br>des voyageurs | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 –<br>152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 –<br>219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 –<br>244 – 254 – 261 |
| 35 | MENUET Vincent             | ACP 1°Classe            | Agent unité de<br>surveillance  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 –<br>194 – 199 – 201 – 220 à 222 – 228                                     |
| 36 | MICHEL Morgane             | CONTROLEUR<br>1°Classe  | Chef d'équipe                   | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 –<br>152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 –<br>219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 –<br>244 – 254 – 261 |
| 37 | MOSCOU Xavier              | ACP 1°Classe            | Agent unité de<br>surveillance  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 –<br>194 – 199 – 201 – 220 à 222 – 228                                     |
| 38 | NEMOND Frédéric            | ACP 2°Classe            | Agent unité de<br>surveillance  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 –<br>194 – 199 – 201 – 220 à 222 – 228                                     |
| 39 | OUHIDA Brahim              | CONTROLEUR 2°<br>Classe | Chef d'équipe                   | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 –<br>152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 –<br>219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 –<br>244 – 254 – 261 |
| 40 | PLAT Olivier               | ACP 2°Classe            | Agent unité de<br>surveillance  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 –<br>194 – 199 – 201 – 220 à 222 – 228                                     |
| 41 | POQUET Sylvain             | ACP 1°Classe            | Agent contrôle<br>des voyageurs | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 –<br>194 – 199 – 201 – 220 à 222 – 228                                     |
| 42 | RASLE Frédérique           | CONTROLEUR<br>1°Classe  | Agent unité de<br>surveillance  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 –<br>152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 –<br>219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 –<br>244 – 254 – 261 |
| 43 | ROBERT Franck              | ACP 1°Classe            | Agent unité de<br>surveillance  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 –<br>194 – 199 – 201 – 220 à 222 – 228                                     |

\* L'annexe de la décision de la directrice générale du 02 décembre 2022 est consultable au siège de l'unité.

| N° | Nom Prénom<br>(ordre RUSH) | Grade                  | Fonction                       | N° des DAI concernées par la délégation et<br>précisées en annexe de la décision de la directrice<br>générale du 02 décembre 2022 *  |
|----|----------------------------|------------------------|--------------------------------|--|
| 44 | RUPAIRE Jean-François      | AGENT DE<br>CONSTATION | Agent unité de<br>surveillance | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 –<br>194 – 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                   |
| 45 | SAILLA Isabelle            | ACP 1°Classe           | Agent unité de<br>surveillance | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 –<br>194 – 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                   |
| 46 | SERRANO Yolaine            | ACP 1°Classe           | Agent unité de<br>surveillance | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 –<br>194 – 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                   |
| 47 | TRILLES Xavier             | ACP 1°Classe           | Agent unité de<br>surveillance | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 –<br>194 – 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                   |
| 48 | TULLIO Olivier             | CONTROLEUR<br>1°Classe | Agent unité de<br>surveillance | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 –<br>152 – 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 –<br>219 à 223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 –<br>244 – 254 – 261 |

\* L'annexe de la décision de la directrice générale du 02 décembre 2022 est consultable au siège de l'unité.

**ANNEXE I – E – 43**

**Délégation des décisions administratives individuelles  
au niveau de l'unité de surveillance Orly intervention, Division d'Orly,  
Direction régionale des douanes et droits indirects d'Orly**  
Liste des autorités et agents des douanes recevant délégation de signature du directeur  
interrégional des douanes et droits indirects de Paris – Aéroports

| N° | Nom Prénom<br>(ordre RUSH)    | Grade                   | Fonction                          | N° des DAI concernées par la délégation et précisées<br>en annexe de la décision de la directrice générale du<br>02 décembre 2022 *  |
|----|-------------------------------|-------------------------|-----------------------------------|--|
| 1  | BRELEUR Olivier               | CONTROLEUR<br>PRINCIPAL | CSDS/A                            | 1 à 6 – 10 à 13 – 17 à 83 – 86 à 276   |
| 2  | DE LOYNES DE<br>FUMICHON Neil | INSPECTEUR              | CSDS/A                            | 1 à 6 – 10 à 13 – 17 à 83 – 86 à 276   |
| 3  | POTARD Thomas                 | INSPECTEUR              | CSDS/A                            | 1 à 6 – 10 à 13 – 17 à 83 – 86 à 276   |
| 4  | ADAMKIEWICZ<br>Mathieu        | CONTROLEUR<br>2°Classe  | Chef<br>d'équipe                  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |
| 5  | ALIKER Ruben                  | CONTROLEUR<br>2°Classe  | MCAS                              | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |
| 6  | BEY Anne-Laure                | CONTROLEUR<br>PRINCIPAL | Chef<br>d'équipe                  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |
| 7  | BEYNARD Yan                   | CONTROLEUR<br>2°Classe  | MCAS                              | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |
| 8  | BORDAS Aurore                 | ACP 2°Classe            | Agent unité<br>de<br>surveillance | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194<br>– 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                     |
| 9  | BOUKRIA Axelle                | CONTROLEUR<br>2°Classe  | MCAS                              | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |
| 10 | CALLEJON Céline               | CONTROLEUR<br>1°Classe  | MCAS                              | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |
| 11 | JOUSSEAUME<br>Vanessa         | CONTROLEUR<br>PRINCIPAL | Chef<br>d'équipe                  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |
| 12 | CHAHRI Abdelnacer             | ACP 2°Classe            | Chef<br>d'équipe                  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194<br>– 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                     |
| 13 | CHARPENTIER<br>Ludovic        | CONTROLEUR<br>PRINCIPAL | Chef<br>d'équipe                  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |
| 14 | CHAUSSIN Aurélie              | CONTROLEUR<br>1°Classe  | MCAS                              | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |

\* L'annexe de la décision de la directrice générale du 02 décembre 2022 est consultable au siège de l'unité.

| N° | Nom Prénom<br>(ordre RUSH) | Grade                   | Fonction                          | N° des DAI concernées par la délégation et précisées<br>en annexe de la décision de la directrice générale du<br>02 décembre 2022 *  |
|----|----------------------------|-------------------------|-----------------------------------|--|
| 15 | DASSONEVILLE<br>Amandie    | CONTROLEUR<br>2°Classe  | MCAS                              | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |
| 16 | DIDAS Mathias              | ACP 2°Classe            | Agent unité<br>de<br>surveillance | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194<br>– 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                     |
| 17 | DIDIER Joël                | ACP 2°Classe            | Agent unité<br>de<br>surveillance | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194<br>– 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                     |
| 18 | EUGENE Steven              | ACP 2°Classe            | Agent unité<br>de<br>surveillance | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194<br>– 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                     |
| 19 | FERNANDES<br>Emmanuelle    | CONTROLEUR<br>PRINCIPAL | Chef<br>d'équipe                  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |
| 20 | FORTIER Sophie             | CONTROLEUR<br>2°Classe  | Chef<br>d'équipe                  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |
| 21 | GELLON Maxime              | CONTROLEUR<br>2°Classe  | Chef<br>d'équipe                  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |
| 22 | GIDE JAQUET<br>Alexandra   | CONTROLEUR<br>2°Classe  | Chef<br>d'équipe                  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |
| 23 | GRASSAUD Maxime            | ACP 1°Classe            | MCAS                              | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194<br>– 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                     |
| 24 | HADJ Nabil                 | ACP 2°Classe            | Agent unité<br>de<br>surveillance | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194<br>– 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                     |
| 25 | HAKKI Fouad                | ACP 1°Classe            | Agent unité<br>de<br>surveillance | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194<br>– 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                     |
| 26 | KAMBLY Sandrine            | CONTROLEUR<br>PRINCIPAL | Chef<br>d'équipe                  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |
| 27 | LAFFITTE Thimothée         | ACP 2°Classe            | Agent unité<br>de<br>surveillance | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194<br>– 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                     |
| 28 | LELEU Angélique            | ACP 2°Classe            | Agent unité<br>de<br>surveillance | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194<br>– 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                     |
| 29 | LEONARD Laurine            | ACP 2°Classe            | MCAS                              | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194<br>– 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                     |

\* L'annexe de la décision de la directrice générale du 02 décembre 2022 est consultable au siège de l'unité.

| N° | Nom Prénom<br>(ordre RUSH) | Grade                   | Fonction                          | N° des DAI concernées par la délégation et précisées<br>en annexe de la décision de la directrice générale du<br>02 décembre 2022 *  |
|----|----------------------------|-------------------------|-----------------------------------|--|
| 30 | LESPEL Lilian              | ACP 2°Classe            | MCAS                              | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194<br>– 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                     |
| 31 | MIRETE François            | CONTROLEUR<br>2°Classe  | Chef<br>d'équipe                  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |
| 32 | MOHAMMAD Abdul             | CONTROLEUR<br>2°Classe  | Agent unité<br>de<br>surveillance | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |
| 33 | NDIAYE Aïcha               | CONTROLEUR<br>2°Classe  | Chef<br>d'équipe                  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |
| 34 | PIERRAT Sylvain            | ACP 2°Classe            | Agent unité<br>de<br>surveillance | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194<br>– 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                     |
| 35 | PITARD Macodwil            | CONTROLEUR<br>2°Classe  | Chef<br>d'équipe                  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |
| 36 | POSTIC Yoan                | ACP 2°Classe            | Agent unité<br>de<br>surveillance | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194<br>– 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                     |
| 37 | PRODHON Hervé              | CONTROLEUR<br>PRINCIPAL | MCAS                              | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |
| 38 | SAUVAL Manon               | CONTROLEUR<br>2°Classe  | Chef<br>d'équipe                  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |
| 39 | SIEUROS Magdeline          | CONTROLEUR<br>PRINCIPAL | Agent unité<br>de<br>surveillance | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |
| 40 | THOMIN Cédric              | ACP 1°Classe            | Agent unité<br>de<br>surveillance | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194<br>– 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                     |
| 41 | TINET Christophe           | CONTROLEUR<br>2°Classe  | Chef<br>d'équipe                  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |
| 42 | ZEMALI Rabia               | CONTROLEUR<br>2°Classe  | Chef<br>d'équipe                  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |

\* L'annexe de la décision de la directrice générale du 02 décembre 2022 est consultable au siège de l'unité.

**ANNEXE I – E – 45**

**Délégation des décisions administratives individuelles  
au niveau de la BILC, Division d'Orly, Direction régionale des douanes et droits indirects  
d'Orly**

Liste des autorités et agents des douanes recevant délégation de signature du directeur  
interrégional des douanes et droits indirects de Paris – Aéroports

| N° | Nom Prénom<br>(ordre RUSH) | Grade                  | Fonction              | N° des DAI concernées par la délégation et précisées<br>en annexe de la décision de la directrice générale du<br>02 décembre 2022 *  |
|----|----------------------------|------------------------|-----------------------|--|
| 1  | THEUREY Bastien            | INSPECTEUR             | CSDS                  | 1 à 6 – 10 à 13 – 17 à 83 – 86 à 276   |
| 2  | AUDOIN Pascal              | CONTROLEUR PRINCIPAL   | CSDS/A                | 1 à 6 – 10 à 13 – 17 à 83 – 86 à 276   |
| 3  | BESSION David              | CONTROLEUR 1ere CLASSE | Cibleur               | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |
| 4  | BIGUENET RIGA Claudine     | CONTROLEUR 1ere CLASSE | Cibleur               | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |
| 5  | BRONNEC Marion             | ACP 2° classe          | Cibleur               | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194<br>– 199 – 201 – 220 à 222 – 228                                   |
| 6  | BROUSSE Pierre             | CONTROLEUR PRINCIPAL   | MONITEUR<br>DE<br>TIR | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |
| 7  | DA SILVA Jorge             | CONTROLEUR 2° CLASSE   | Cibleur               | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |
| 8  | DUARTE NEVES Pedro         | CONTROLEUR 1ere CLASSE | Cibleur               | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |
| 9  | GALPIN Thierry             | ACP 1ère classe        | Cibleur               | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194<br>– 199 – 201 – 220 à 222 – 228                                   |
| 10 | GOUIN Thibaud              | CONTROLEUR 1ère CLASSE | Cibleur               | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |
| 11 | GOUPIL Julie               | CONTROLEUR 1ère CLASSE | Cibleur               | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |
| 12 | GOUPIL Stéphanie           | CONTROLEUR 1ere CLASSE | Cibleur               | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |
| 13 | GREGOIRE Christelle        | ACP 1ère classe        | Cibleur               | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194<br>– 199 – 201 – 220 à 222 – 228                                   |

\* L'annexe de la décision de la directrice générale du 02 décembre 2022 est consultable au siège de l'unité.  
MAJ le : 01 Août 2023



| N° | Nom Prénom<br>(ordre RUSH) | Grade                                   | Fonction | N° des DAI concernées par la délégation et précisées<br>en annexe de la décision de la directrice générale du<br>02 décembre 2022 *  |
|----|----------------------------|---|----------|--|
| 14 | KOWALSKI Sandra            | CONTROLEUR PRINCIPAL                    | Cibleur  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |
| 15 | PRETEUR Agnès              | CONTROLEUR 2° CLASSE                    | Cibleur  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |
| 16 | SCHURTER Florian           | Agent de constatation ppal 1°<br>classe | Cibleur  | 28 à 70 – 81 – 83 – 101 à 102 – 105 à 106 – 109 à<br>110 – 112 – 115 à 119 – 121 – 125 à 127 – 130 à<br>131 – 135 à 136 – 138 – 140 – 142 à 147 – 170 – 194<br>– 199 – 201 – 220 à 222 - 228                                     |
| 17 | TEMPLET Kevin              | CONTROLEUR PRINCIPAL                    | Cibleur  | 2 – 4 à 13 – 17 à 19 – 28 à 70 – 81 – 83 – 97 à 98 –<br>101 à 112 – 115 à 127 – 129 à 133 – 135 à 150 – 152<br>– 170 – 194 – 199 – 201 à 204 – 215 – 217 – 219 à<br>223 – 227 à 230 – 235 à 236 – 238 – 242 – 244 – 254<br>– 261 |

\* L'annexe de la décision de la directrice générale du 02 décembre 2022 est consultable au siège de l'unité.  
MAJ le : 01 Août 2023



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**PRÉFET  
DE L'ESSONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
SAINT-DENIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**PRÉFET  
DU VAL-  
DE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

**ARRÊTÉ n° 2023 DRIEAT-IF/039**

**Portant dérogation à l'interdiction de perturber intentionnellement, capturer et relâcher des  
spécimens d'espèces animales protégées accordée à l'association R.E.N.A.R.D.**

**LE PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE,**

Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite

**LE PRÉFET DE L'ESSONNE,**

Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

**LE PRÉFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS**

Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**LA PRÉFÈTE DU VAL-DE-MARNE,**

Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.411-1, L.411-2, L.415-3 et R.411-1 à R.411-14 et suivants ;

**Vu** l'arrêté du 8 juillet 2022 portant nomination de Madame Emmanuelle Gay, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**Vu** l'arrêté n° n°22-BC-063 du 20 juillet 2022 donnant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France pour le compte du préfet de Seine-et-Marne ;

**Vu** l'arrêté n°2022-PREF-DCPPAT-BCA-143 du 23 août 2022 portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France pour le compte du préfet de l'Essonne ;

**Vu** l'arrêté n° 2022-2076 du 27 juillet 2022 portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France pour le compte du préfet de Seine-Saint-Denis ;

**Vu** l'arrêté n°2022-02608 du 21 juillet 2022 portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France pour le compte de la préfète du Val-de-Marne ;

**Vu** les décisions n° DRIEAT-IDF-2023-0060, n°DRIEAT-IDF-2023-0061, n°DRIEAT-IDF-2023-0062, et n°DRIEAT-IDF-2023-0064 du 17 janvier 2023 portant subdélégation de signature de Madame Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France à ses collaborateurs ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**Vu** la demande en date du 19 août 2022, complétée le 12 janvier 2023, par l'association Rassemblement pour l'Etude de la Nature et l'Aménagement de Roissy et son District (R.E.N.A.R.D.) représentée par Monsieur Philippe ROY, son président ;

**Vu** l'avis favorable du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel en date du 16 mars 2023 ;

**Considérant** que la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle ;

**Considérant** que la dérogation vise l'acquisition de connaissances sur ces espèces afin de les préserver, dans le cadre d'actions de protection et de conservation des habitats naturels, ou à des fins de recherche et d'éducation, de repeuplement et de réintroduction des espèces ;

**Considérant** qu'il n'existe pas d'autres solutions satisfaisantes pour permettre l'acquisition de connaissances sur ces espèces ;

**Considérant** que la demande porte sur le comptage d'hirondelle, la capture avec relâcher immédiat sur place d'amphibiens, la perturbation intentionnelle (sans capture) de reptiles,

**Sur proposition** de la Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

## ARRÊTENT

### Article 1 : Bénéficiaire de la dérogation

Dans le cadre des actions de sauvetage et d'inventaires naturalistes, les personnes désignées ci-après sont autorisées à PERTURBER INTENTIONNELLEMENT (reptiles et oiseaux), CAPTURER et RELÂCHER SUR PLACE (amphibiens) les spécimens des espèces animales désignées à l'article 2, dans les conditions définies aux articles 3 à 10.

- Philippe ROY, président de l'association
- Christelle PLUVINET,
- Annick LARBOUILLAT,
- Patrick DESLANDES,
- Sylvie VAN DEN BRINCK.
- les bénévoles de l'association formés et encadrés

### Article 2 : Objet de la dérogation

Ces opérations de perturbation intentionnellement, capture et relâcher sur place visent les espèces protégées ci-dessous :

—>Amphibiens : actions de protection et sauvetage lors de passage de route, inventaires

- toutes les espèces présentes en Île-de-France

—>Reptiles : pose de plaques à reptiles pour suivi et inventaires

- toutes les espèces présentes en Île-de-France

—>Oiseaux : sauvetage de jeunes tombés du nid, transport jusqu'au Centre hospitalier universitaire vétérinaire Faune sauvage (CHUV-FS) de Maisons-Alfort.

- Hirundo rustica (Hirondelle rustique)
- Delichon urbica (Hirondelle des fenêtres)

Nombre :

- indéterminé

La dérogation est valable pour une durée de CINQ années, pour les périodes s'étalant du **1<sup>er</sup> février 2023 au 15 septembre 2027.**

### **Article 3 : Localisation**

Les opérations seront menées sur l'ensemble des territoires des départements de la Seine-et-Marne, de l'Essonne, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne.

### **Article 4 : Autres réglementations**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par les réglementations autres que celle relative aux espèces protégées.

### **Article 5 : Modalités d'intervention**

Quand elles s'avéreront nécessaires, les captures d'amphibiens s'effectueront à l'aide d'épuisettes ou de pièges d'Ortmann. Les pièges seront relevés au plus tard 12 heures après leur mise en place.

Des sessions nocturnes sont programmées pour les amphibiens, avec utilisation de lampes frontales.

### **Article 6 : Mesures d'accompagnement**

Afin de réduire les risques de propagation de la chytridiomycose (champignon pouvant entraîner la mort des amphibiens), le matériel (bottes, waders, cuissardes...) sera désinfecté avant chaque sortie, selon le protocole de Miaud C\*.

\*Miaud C. 2014 - Protocole d'hygiène pour le contrôle des maladies des amphibiens dans la nature à destination des opérateurs de terrain. Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse, Université de Savoie et Ecole Pratique des Hautes Etudes (eds), 7 p.

### **Article 7 : Modalité de compte-rendu des interventions**

Un rapport annuel devra être fourni à la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, au département faune et flore sauvages du Service nature et paysages :

- 12, Cours Louis Lumière CS 70027, 94 307 Vincennes Cedex
- especes-protegees-idf@developpement-durable.gouv.fr

Ce rapport est attendu au minimum, sous la forme d'une pièce-jointe en version électronique (inférieure à 10 Mo), si possible en envoyant également une version papier, en prenant soin de rappeler dans cette correspondance le numéro ou titre du présent arrêté (faire figurer le numéro du présent arrêté et l'expression "suivis espèces protégées" dans l'objet du courrier électronique).

Par ailleurs, dans le cadre du Système d'Information Nature Paysages, le pétitionnaire participe à l'enrichissement de l'observatoire régional de la biodiversité et de programmes publics de connaissance et de conservation du patrimoine naturel par la saisie ou la transmission de données naturalistes sur la plateforme GeoNat'ÎdF.

### **Article 8 : Exécution de l'arrêté**

Les préfets de la Seine-et-Marne, de l'Essonne, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne et la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de Seine-et-Marne, Essonne, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne.

### Article 9 : Voie et délai de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité, dans les conditions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative. Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) dans le même délai de deux mois, qui proroge le délai de recours contentieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours administratif emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément aux dispositions de l'article R. 421-2 du Code de justice administrative.

### Article 10 : Sanctions

Le non-respect du présent arrêté peut entraîner des sanctions administratives ou pénales en application des articles L.415-1 à L.415-5 du code de l'environnement.

Pour le Préfet de Seine-et-Marne et par  
délégation,

Pour la directrice régionale et  
interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France,

Le chef du département faune et flore  
sauvages

Bastien MOREIRA-PELLET  
Vincennes, le 23/03/2023

Pour le Préfet de Seine-Saint-Denis et par  
délégation,

Pour la directrice régionale et  
interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France,

Le chef du département faune et flore  
sauvages

Bastien MOREIRA-PELLET  
Vincennes, le 23/03/2023

Pour le Préfet de l'Essonne et par délégation,

Pour la directrice régionale et  
interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France,

Le chef du département faune et flore  
sauvages

Bastien MOREIRA-PELLET  
Vincennes, le 23/03/2023

Pour la Préfète du Val-de-Marne et par  
délégation,

Pour la directrice régionale et  
interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France,

Le chef du département faune et flore  
sauvages

Bastien MOREIRA-PELLET  
Vincennes, le 23/03/2023

**Arrêté DRIEAT-IDF N°2023-0583**

Portant réglementation temporaire de la circulation sur la **RN6**, dans le sens de circulation Paris vers province entre l'impasse Boieldieu à Villeneuve-Saint-Georges et la limite départementale avec l'Essonne, pour une opération de renouvellement de couche de chaussée.

**La Préfète du Val-De-Marne**

Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2215-1, L.2521-1 et L.2521-2 ;

**Vu** le code de justice administrative, notamment son article R.421-1 ;

**Vu** le code de la route, notamment les articles L.110-3, L. 411-5 et R.411-8-1 ;

**Vu** le code de la sécurité intérieure notamment son article L.131-4 ;

**Vu** le code de la voirie routière notamment les articles L.115-1 et R\*.152-1 ;

**Vu** l'ordonnance générale du 1er juin 1969 réglementant l'usage des voies ouvertes à la circulation publique toujours en vigueur dans le Val-de-Marne ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 (modifié) relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret n°2009-615 du 03 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation ;

**Vu** le décret du 10 février 2021 portant nomination de Madame Sophie Thibault en qualité de préfète du Val-de-Marne (hors classe) ;

**Vu** le décret n°2021-261 du 10 mars 2021 relatif à la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 (modifié) relatif à la signalisation des routes et des autoroutes ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 07 juin 1977 et ses annexes ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 08 juillet 2022 portant nomination de Madame Emmanuelle Gay en qualité de directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**Vu** l'arrêté n°2022-02608 du 21 juillet 2022 de la préfète du Val-de-Marne portant délégation de signature à Madame Emmanuelle Gay, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**Vu** la décision DRIEAT-IdF 2023-0402 du 27 juin 2023 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France portant subdélégation de signature en

matière administrative ;

**Vu** la note du 19 janvier 2023, de la ministre déléguée auprès du ministre de la transition écologique en charge des transports, fixant le calendrier des « jours hors chantiers » de l'année 2023 et du mois de janvier 2024 ;

**Vu** l'avis de la mairie de Villeneuve-Saint-Georges, du 14 juin 2023 ;

**Vu** l'avis du directeur territorial de la sécurité de proximité du Val-de-Marne, du 16 juin 2023 ;

**Vu** l'avis de la direction des routes d'Île-de-France, du 21 juillet 2023 ;

**Vu** la demande transmise le 27 juillet 2023 par la DIRIF/ AGER-S ;

**Considérant** que la RN6, à Villeneuve-Saint-Georges, est classée dans la nomenclature des voies à grande circulation ;

**Considérant** que les services du conseil départemental de l'Essonne entreprennent des travaux de réfection de la chaussée de la RN6, dans le sens de circulation Paris vers province, sur le territoire de l'Essonne, et qu'un arrêté de circulation spécifique régleme les conditions de circulation sur ce territoire ;

**Considérant** que pour assurer la sécurité des usagers de la voie publique et des intervenants pendant toute la durée du chantier sur la RN6, le temps de la réalisation de la couche de roulement, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation des véhicules de toutes catégories, sur la RN6, sur le territoire de la commune de Villeneuve-Saint-Georges, concernée partiellement par le début de la déviation ;

**Sur proposition** de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France :

## ARRÊTE

### **Article 1**

**A compter du dimanche 06 août 2023 jusqu'au vendredi 18 août 2023 à 08h00**, pour permettre la réalisation des travaux de réfection de la couche de roulement de la RN6, dans le sens de circulation Paris vers province, et d'assurer les conditions de sécurité relatifs à la circulation des usagers, la circulation est interdite sur la chaussée de la RN6, en continu, 24H/24H, jour et nuit, et pendant toute la durée des travaux depuis l'impasse Boeildieu à Villeneuve-Saint-Georges jusqu'à la limite départementale avec l'Essonne, sauf besoins des chantiers ou nécessités de service.

La circulation sur la RN6 est alors réduite à une voie de circulation par sens, par basculement de la circulation du sens de circulation Paris vers province sur la chaussée du sens de circulation province vers Paris, cette dernière étant alors utilisée en mode bidirectionnel, à une voie par sens de circulation, depuis l'impasse Boeildieu à Villeneuve Saint-Georges, jusqu'à la limite départementale.

Pour les usagers en provenance de l'Essonne, dans le sens de circulation Paris vers province, une déviation est mise en place par un demi-tour au niveau du giratoire Pierre Semard sur la commune de Villeneuve-Saint-Georges en direction de la RN6 dans le sens de circulation Paris province.

La circulation des piétons est maintenue dans les conditions normales.

A l'issue des travaux, la circulation sera rétablie.

### **Article 2**

Aucun matériel, outillage et engin ne sera stocké hors de la zone chantier.



La signalisation temporaire est conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et aux manuels du Chef de chantier (route bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon le cas).

La fourniture, la pose, l'entretien et la dépose des dispositifs d'exploitation sont réalisés par l'entreprise SIGNATURE-sous le contrôle des services du conseil départemental de l'Essonne UT- NE.

Le fléchage des déviations, les panneaux d'information et la modification de la signalisation directionnelle sur les réseaux concernés par les travaux, sont réalisés par l'entreprise SIGNATURE sous le contrôle des services du conseil départemental de l'Essonne UT – NE.

Le responsable de l'entreprise présent sur site (M.REIGNIER -SIGNATURE) est joignable sur la ligne d'astreinte suivante : 06 20 71 01 84.

### **Article 3**

Le stationnement et l'arrêt de véhicules sont considérés comme gênants au droit des travaux conformément à l'article R417-10 du code de la route.

Les infractions au présent arrêté sont constatées et poursuivies conformément à la réglementation en vigueur.

### **Article 4**

Le présent arrêté peut faire l'objet dans le délai de deux mois à compter de sa notification :

- d'un recours gracieux auprès de la préfète du Val-de-Marne, adressé à la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, le Ponant II - 27/29 rue Leblanc, 75015 Paris ;
- d'un recours hiérarchique auprès du ministère de l'Intérieur et des Outre-Mer ;
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Melun.

### **Article 5**

Le secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne ;  
Le directeur territorial de la sécurité de proximité du Val-de-Marne ;  
Le président du conseil départemental du Val-de-Marne ;  
Le directeur des routes d'Île-de-France ;  
Le maire de Villeneuve-Saint-Georges ;

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne et dont copie sera adressée au commandant de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris et au directeur du SAMU.

Fait à Paris, le 03 août 2023

Pour la Préfète et par subdélégation,  
L'Adjointe du chef de l'Unité Circulation routière

Félie LESUR

**Arrêté DRIEAT-IDF N°2023-0584**

Modification de l'arrêté DRIEAT n°2022-0242 du 14 mars 2022 valable jusqu'au 30 septembre 2023, et portant modification des conditions de circulation des véhicules de toutes catégories, des piétons et des cyclistes, sur une section de l'avenue du Général Leclerc (RD19) entre le n°14 et la rue Pierre et Marie Curie, dans les deux sens de la circulation, sur la commune de Maisons-Alfort, pour l'intervention de ENEDIS et la dépose des cantonnements, dans le cadre de la construction immobilière au droit du 16 avenue du Général Leclerc.

**La Préfète du Val-De-Marne**

Officier de la Légion d'honneur

Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2215-1, L.2521-1 et L.2521-2 ;

**Vu** le code de justice administrative, notamment son article R.421-1 ;

**Vu** le code de la route, notamment les articles L.110-3, L. 411-5 et R.411-8-1 ;

**Vu** le code de la sécurité intérieure notamment son article L.131-4 ;

**Vu** le code de la voirie routière notamment les articles L.115-1 et R\*.152-1 ;

**Vu** l'ordonnance générale du 1er juin 1969 réglementant l'usage des voies ouvertes à la circulation publique toujours en vigueur dans le Val-de-Marne ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 (modifié) relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret n°2009-615 du 03 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation ;

**Vu** le décret du 10 février 2021 portant nomination de Madame Sophie Thibault en qualité de préfète du Val-de-Marne (hors classe) ;

**Vu** le décret n°2021-261 du 10 mars 2021 relatif à la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 (modifié) relatif à la signalisation des routes et des autoroutes ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 07 juin 1977 et ses annexes ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 08 juillet 2022 portant nomination de Madame Emmanuelle Gay en qualité de directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**Vu** l'arrêté n°2022-02608 du 21 juillet 2022 de la préfète du Val-de-Marne portant délégation de signature à Madame Emmanuelle Gay, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**Vu** la décision DRIEAT-IdF 2023-0402 du 27 juin 2023 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France portant subdélégation de signature en

matière administrative ;

**Vu** l'arrêté DRIEAT n°2022-0242 du 14 mars 2022 portant modification des conditions de circulation des véhicules de toutes catégories, des piétons et des cyclistes, sur une section de l'avenue du Général Leclerc (RD19) entre le n°14 et le n°18, dans le sens Paris / province, sur la commune de Maisons-Alfort, dans le cadre d'une construction immobilière au droit du 16 avenue du Général Leclerc ;

**Vu** la note du 19 janvier 2023, de la ministre délégué auprès du ministre de la transition écologique en charge des transports, fixant le calendrier des « jours hors chantiers » de l'année 2023 et du mois de janvier 2024 ;

**Vu** la demande transmise le 25 juillet 2023 par le service espace public, suite à la demande formulée le 29 juin 2023 par l'entreprise BOUYGUES BATIMENT IDF ;

**Vu** l'avis du nom du service du conseil départemental du Val-de-Marne, du 06 juillet 2023 ;

**Vu** l'avis du président directeur de la RATP, du 10 juillet 2023 ;

**Vu** l'avis de la mairie de Maisons-Alfort, du 10 juillet 2023 ;

**Vu** l'avis du directeur territoriale de la sécurité de proximité du Val-de-Marne, du 27 juillet 2023 ;

**Considérant** que la RD19, à Maisons-Alfort, est classée dans la nomenclature des voies à grande circulation ;

**Considérant** que la dépose des cantonnements et l'intervention de ENEDIS dans le cadre des travaux de la construction immobilière nécessite de prendre des mesures de restriction de circulation afin d'assurer la sécurité des usagers et des agents appelés à intervenir ;

**Sur proposition** de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France :

## ARRÊTE

### **Article 1**

**A compter de la date de la signature du présent arrêté jusqu'au mardi 31 octobre 2023, l'arrêté DRIEAT n°2022-0242 du 14 mars 2022 valable jusqu'au 30 septembre 2023, susvisé, est modifié par le présent arrêté** pour réaliser la dépose des cantonnements et l'intervention de ENEDIS, au droit du chantier du 16 avenue du Général Leclerc (RD19) à Maisons-Alfort.

Ces interventions vont entraîner des restrictions de la circulation entre le n°14 avenue du Général Leclerc et la rue Pierre et Marie Curie, dans les deux sens de la circulation, à Maisons-Alfort.

### **Article 2**

Le balisage actuellement installé sur la RD19, 24h/24h, est le suivant :

- Neutralisation de la voie de circulation de droite au droit des travaux ;
- Neutralisation totale du trottoir et de la piste cyclable au droit des travaux ;
- Déviation des piétons et cyclistes pieds à terre par traversée piétonne provisoire sur la voie de circulation neutralisée aménagée (rampes PMR) et sécurisée à cet effet ;
- Neutralisation de cinq places de stationnement au droit des travaux ;
- Accès (entrée / sortie) chantier géré par homme trafic ;
- Création d'une dalle de répartition (trottoir, stationnement et chaussée) ;
- Maintien de la traversée piétonne en amont du chantier ;
- Maintien de l'accès au site RATP ;
- Maintien de l'arrêt bus RATP au droit du 18 avenue de l'avenue du Général Leclerc.

**A compter de la date de signature du présent arrêté jusqu'au vendredi 18 août 2023, ENEDIS intervient sur le trottoir du n°18 avenue du Général Leclerc à la rue Pierre et Marie Curie selon les restrictions suivantes :**

- Neutralisation partielle du trottoir avec maintien du cheminement des piétons et déviation des cyclistes sur la chaussée ;
- Neutralisation de quatre places de stationnement.

**Du lundi 21 août 2023 jusqu'au vendredi 25 août 2023**, la dépose des cantonnements est réalisée selon les restrictions de la circulation suivantes :

- Déviation des piétons et des cyclistes pieds à terre sur le trottoir opposé par traversées piétonnes existantes en amont et en aval du chantier ;
- Neutralisation de la voie de circulation de gauche dans chaque sens de circulation au droit des travaux ;
- Circulation alternée au droit du carrefour avec la rue Ernest Renan et la rue de l'Amiral Courbet gérée par homme trafic ;
- Maintien de la voie de circulation de droite dans le sens de circulation province / Paris ;
- Déplacement de l'arrêt bus au droit du 18 avenue du Général Leclerc en concertation avec la RATP.

### **Article 3**

La vitesse au droit du chantier est réduite à 30 km/h.

### **Article 4**

La signalisation temporaire et les travaux sont réalisés par les entreprises et leurs sous-traitants :

- SPEPP  
40-42 rue du Kéfir 94310 Orly  
Contact : Monsieur Raphael Goncalves  
Téléphone : 01 46 82 33 33  
Courriel : laurie.donet@spepp.com
- SNAPS  
420 rue du Professeur Paul Milliez 94500 Champigny-sur-Marne  
Contact : Monsieur Jimmy Rigault  
Téléphone : 01 43 04 12 94  
Courriel : cloture@snaps.fr
- TPF ( intervention ENESIS)  
11 rue Louise Vilmorin 91540 Mennecy  
Contact : Monsieur Koksai Yelen  
Téléphone : 07.60.11.60.70  
Courriel : koksai.yelen@tpf91.fr
- VERDIFLOR (dépose cantonnements)  
27 rue Jean Baptiste Clément 91330 Verrières le Buisson  
Contact : Monsieur Pedro Vasconcelos Diogo  
Téléphone : 06.07.32.51.27
- BOUYGUES BATIMENT IDF HABITAT SOCIAL  
1 avenue Eugène Freyssinet – Guyancourt 78061 St Quentin en Yvelines  
Contact : Monsieur Thibault Carre  
Téléphone : 07 62 98 20 05  
Courriel: T.CARRE@bouygues-construction.com
- ENEDIS  
29 quai de la Révolution 94140 Alfortville  
Contact : Monsieur Benjamin Hugues  
Téléphone : 07.63.94.41.33  
Courriel: benjamin.hugues@enedis.fr

Ces travaux sont réalisés pour le compte de :

- EXPANSIEL SCCV Maisons-Alfort  
9 route de Choisy 94048 Créteil cedex

Contact : Madame Caroline Dionet  
Téléphone : 06 48 57 73 01  
Courriel : caroline.DIONET@groupevalophis.fr

La fourniture, la pose et l'entretien de la signalisation temporaire sont réalisés par l'entreprise chargée du balisage conformément aux dispositions du code de la route.

Le balisage et la signalisation mis en œuvre sont conformes aux prescriptions de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière et au manuel du chef de chantier (signalisation temporaire – édition du SETRA ou du CEREMA).

Le contrôle est assuré par :

- CD94 / service espace public / service entretien exploitation 1

#### **Article 5**

Le stationnement et l'arrêt de véhicules sont considérés comme gênants au droit des travaux conformément à l'article R417-10 du code de la route.

Les infractions au présent arrêté sont constatées et poursuivies conformément à la réglementation en vigueur.

#### **Article 6**

Le présent arrêté peut faire l'objet dans le délai de deux mois à compter de sa notification :

- d'un recours gracieux auprès de la préfète du Val-de-Marne, adressé à la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, le Ponant II - 27/29 rue Leblanc, 75015 Paris ;
- d'un recours hiérarchique auprès du ministère de l'Intérieur et des Outre-Mer ;
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Melun.

#### **Article 7**

Le secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne ;  
Le directeur territorial de la sécurité de proximité du Val-de-Marne ;  
Le président du conseil départemental du Val-de-Marne ;  
Le président directeur général de la RATP ;  
Le maire de Maisons-Alfort. ;

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne et dont copie sera adressée au commandant de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris et au directeur du SAMU.

Fait à Paris, le 03 août 2023

Pour la Préfète et par subdélégation,  
L'Adjointe du chef de l'Unité Circulation routière

Félie LESUR



**PRÉFET  
DU VAL-  
DE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'Environnement, de l'Aménagement  
et des Transports d'Île-de-France**

**Arrêté DRIEAT-IDF N°2023-0585**

Portant réglementation temporaire des conditions de circulation sur l'A4 dans le sens de circulation province Paris du PR7 au PR5+500 et sur l'A4 dans le sens de circulation Paris province du PR5+500 au PR7 dans le cadre du renouvellement des écrans acoustiques et de l'installation de caméras sur la voie auxiliaire du tronçon commun A4-A86.

**La Préfète du Val-de-Marne**

Officier de la Légion d'honneur

Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2215-1, L.2521-1 et L.2521-2 ;

**Vu** le code de justice administrative, notamment son article R.421-1 ;

**Vu** le code de la route, notamment les articles L.110-3, L. 411-5 et R.411-8-1 ;

**Vu** le code de la sécurité intérieure notamment son article L.131-4 ;

**Vu** le code de la voirie routière notamment les articles L.115-1 et R\*.152-1 ;

**Vu** l'ordonnance générale du 1er juin 1969 réglementant l'usage des voies ouvertes à la circulation publique toujours en vigueur dans le Val-de-Marne ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 (modifié) relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret n°2009-615 du 03 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation ;

**Vu** le décret du 10 février 2021 portant nomination de Madame Sophie Thibault en qualité de préfète du Val-de-Marne (hors classe) ;

**Vu** le décret n°2021-261 du 10 mars 2021 relatif à la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 (modifié) relatif à la signalisation des routes et des autoroutes ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 07 juin 1977 et ses annexes ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 08 juillet 2022 portant nomination de Madame Emmanuelle Gay en qualité de directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**Vu** l'arrêté n°2022-02608 du 21 juillet 2022 de la préfète du Val-de-Marne portant délégation de signature à Madame Emmanuelle Gay, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**Vu** la décision DRIEAT-IdF 2023-0402 du 27 juin 2023 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France portant subdélégation de signature en

matière administrative ;

**Vu** la note du 19 janvier 2023, de la ministre déléguée auprès du ministre de la transition écologique en charge des transports, fixant le calendrier des « jours hors chantiers » de l'année 2023 et du mois de janvier 2024 ;

**Vu** l'avis de la direction des routes d'Île-de-France, du 24 juillet 2023 ;

**Vu** l'avis de la compagnie républicaine de sécurité autoroutière Est Île-de-France, du 26 juillet 2023 ;

**Vu** la demande transmise le 26 juillet 2023 par la DIRIF/AGER-E/UER Champigny, suite à la demande formulée l'unité de gestion centralisée des ouvrages d'art et du département du trafic et des tunnels de la direction des routes d'Île-de-France le 03 juillet 2023 ;

**Considérant** la nécessité de renouveler les écrans acoustiques suite à des dégradations importantes récentes, et le projet de rénovation de la voie auxiliaire du tronc commun A4-A86 pour assurer une meilleure fiabilité et disponibilité ;

**Sur proposition** de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France :

## ARRÊTE

### **Article 1**

**A compter de la date de la signature du présent arrêté à 00H00 jusqu'au dimanche 13 août 2023 à 23H59**, la voie auxiliaire et la voie lente d'A4 dans le sens de circulation province Paris sont neutralisées du PR7 au PR5+500, les 3 voies de circulation de gauche restant circulables.

Afin de faciliter l'insertion du flux des véhicules arrivant de l'A86 intérieure (dans le sens de circulation A3 vers A4), sur cette même période la voie lente d'A4 dans le sens de circulation province Paris est neutralisée du PR8 au PR 7+500 (entre le divergent avec le pont de Nogent et le convergent avec A86 intérieure).

La sortie n°4 de A4 dans le sens de circulation province-Paris vers Joinville est fermée à compter de la date de la signature du présent arrêté à 00H00 jusqu'au vendredi 04 août 2023 à 23H59, déviation :

- Poursuite sur A4 vers Paris → sortie N°3 St-Maurice → RD103 quai de la République → RD6 pont de Charenton → A4 vers province → sortie N°4 Joinville → RD4 av des Canadiens → route de la Pyramide → route de la Ferme.

**A compter du lundi 14 août 2023 à 00H00 jusqu'au samedi 26 août 2023 à 23H59**, la voie auxiliaire et la voie lente d'A4 dans le sens de circulation Paris province sont neutralisées du PR7 au PR5+500, les 3 voies de circulation de gauche restant circulables.

Afin de faciliter l'insertion du flux des véhicules arrivant de l'A86 extérieure (dans le sens de circulation A6 vers A4), sur cette même période la voie lente d'A4 dans le sens de circulation Paris province est neutralisée du PR4 au PR5 (entre le divergent avec D4 et le convergent avec A86 extérieure).

### **Article 2**

La fourniture, la pose et l'entretien de la signalisation temporaire et du balisage et le contrôle sont réalisés par l'AGER Est (UER/CEI de Champigny sur Marne de la DRIEAT/DIRIF).

Le balisage et la signalisation mis en œuvre sont conformes aux prescriptions de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière et au manuel du chef de chantier (signalisation temporaire – édition du SETRA ou du CEREMA).

### **Article 3**

Le stationnement et l'arrêt de véhicules sont considérés comme gênants au droit des travaux conformément à l'article R417-10 du code de la route.

Les infractions au présent arrêté sont constatées et poursuivies conformément à la réglementation en vigueur.

#### **Article 4**

Le présent arrêté peut faire l'objet dans le délai de deux mois à compter de sa notification :

- d'un recours gracieux auprès de la préfète du Val-de-Marne, adressé à la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, le Ponant II - 27/29 rue Leblanc, 75015 Paris Cedex 15 ;
- d'un recours hiérarchique auprès du ministère de l'Intérieur et des Outre-Mer ;
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Melun.

#### **Article 5**

Le secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne ;

Le commandant de la compagnie républicaine de sécurité autoroutière Est Île-de-France ;

Le directeur des routes d'Île-de-France ;

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne et dont copie sera adressée au commandant de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris et au directeur du SAMU.

Fait à Paris, le 03 août 2023

Pour la Préfète et par subdélégation,  
L'Adjointe du chef de l'Unité Circulation routière

Félie LESUR





**PRÉFET  
DU VAL-  
DE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'Environnement, de l'Aménagement  
et des Transports d'Île-de-France**

**Arrêté DRIEAT-IDF N°2023-0586**

Portant réglementation temporaire des conditions de circulation sur la bretelle de sortie N°8 de l'autoroute **A4Y** dans le sens de circulation Paris province en direction du rond-point reliant la RD33 à la RD231 à Villiers-sur-Marne pour le remplacement d'une vanne de gaz sur l'anneau intérieur du rond-point.

**La Préfète du Val-de-Marne**

Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2215-1, L.2521-1 et L.2521-2 ;
- Vu** le code de justice administrative, notamment son article R.421-1 ;
- Vu** le code de la route, notamment les articles L.110-3, L. 411-5 et R.411-8-1 ;
- Vu** le code de la sécurité intérieure notamment son article L.131-4 ;
- Vu** le code de la voirie routière notamment les articles L.115-1 et R\*.152-1 ;
- Vu** l'ordonnance générale du 1er juin 1969 réglementant l'usage des voies ouvertes à la circulation publique toujours en vigueur dans le Val-de-Marne ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 (modifié) relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret n°2009-615 du 03 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation ;
- Vu** le décret du 10 février 2021 portant nomination de Madame Sophie Thibault en qualité de préfète du Val-de-Marne (hors classe) ;
- Vu** le décret n°2021-261 du 10 mars 2021 relatif à la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 (modifié) relatif à la signalisation des routes et des autoroutes ;
- Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 07 juin 1977 et ses annexes ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 08 juillet 2022 portant nomination de Madame Emmanuelle Gay en qualité de directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**Vu** l'arrêté n°2022-02608 du 21 juillet 2022 de la préfète du Val-de-Marne portant délégation de signature à Madame Emmanuelle Gay, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**Vu** la décision DRIEAT-IdF 2023-0402 du 27 juin 2023 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France portant subdélégation de signature en matière administrative ;

**Vu** la note du 19 janvier 2023, de la ministre déléguée auprès du ministre de la transition écologique en charge des transports, fixant le calendrier des « jours hors chantiers » de l'année 2023 et du mois de janvier 2024 ;

**Vu** l'avis de la direction des routes d'Île-de-France, du 24 juillet 2023 ;

**Vu** l'avis de la compagnie républicaine de sécurité autoroutière ouest Île-de-France, du 26 juillet 2023 ;

**Vu** la demande transmise le 26 juillet 2023 par la DIRIF/AGER-E/UER-Champigny, suite à la demande formulée le 17 juillet 2023 par l'entreprise GRDF ;

**Considérant** que la A4, la RD33 et la RD231 à Villiers-sur-Marne, est classée dans la nomenclature des voies à grande circulation ;

**Considérant** la nécessité de procéder à la neutralisation sur les 150 derniers mètres de la voie de circulation de gauche de la bretelle de sortie N°8 de l'autoroute A4Y dans le sens de circulation Paris province en direction du rond-point reliant la RD33 à la RD231 à Villiers-sur-Marne pour remplacement d'une vanne de gaz sur l'anneau intérieur du rond-point ;

**Considérant** la nécessité d'apporter des mesures de restriction de la circulation afin de garantir la sécurité des usagers et celle du personnel chargé des travaux ;

**Sur proposition** de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France :

## ARRÊTE

### Article 1

**À compter de la date de la signature du présent arrêté à 05H00 jusqu'au vendredi 18 août 2023 à 19H00**, il sera procédé à la neutralisation sur les 150 derniers mètres de la voie de gauche de la bretelle de sortie N°8 de l'autoroute A4Y dans le sens de circulation Paris province en direction du rond-point reliant la RD33 à la RD231 à Villiers-sur-Marne ainsi qu'à la neutralisation de l'anneau intérieur du rond-point.

La vitesse au droit du chantier est réduite à 30 km/h.

Afin de garantir la mise en place des neutralisations et leurs déposes, des opérations préalables et postérieures sont nécessaires.

### Article 2

La fourniture, la pose, le balisage et l'entretien de la signalisation temporaire et le contrôle sont réalisés par la société de travaux publics SANGALLI de Villeparisis chargée du balisage conformément aux dispositions du code de la route.

Le balisage et la signalisation mis en œuvre sont conformes aux prescriptions de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière et au manuel du chef de chantier (signalisation temporaire – édition du SETRA ou du CEREMA).

### **Article 3**

Le stationnement et l'arrêt de véhicules sont considérés comme gênants au droit des travaux conformément à l'article R417-10 du code de la route.

Les infractions au présent arrêté sont constatées et poursuivies conformément à la réglementation en vigueur.

### **Article 4**

Le présent arrêté peut faire l'objet dans le délai de deux mois à compter de sa notification :

- d'un recours gracieux auprès de la préfète du Val-de-Marne, adressé à la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, le Ponant II - 27/29 rue Leblanc, 75015 Paris ;
- d'un recours hiérarchique auprès du ministère de l'Intérieur et des Outre-Mer ;
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Melun.

### **Article 5**

Le secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne ;

Le commandant de la compagnie républicaine de sécurité autoroutière Est Île-de-France ;

Le directeur des routes d'Île-de-France ;

Le maire de Villiers-sur-Marne ;

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne et dont copie sera adressée au commandant de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris et au directeur du SAMU.

Fait à Paris, le 03 août 2023

Pour la Préfète et par subdélégation,  
L'Adjointe du chef de l'Unité Circulation routière

Félie LESUR



**PRÉFET  
DU VAL-  
DE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'Environnement, de l'Aménagement  
et des Transports d'Île-de-France**

### **Arrêté DRIEAT-IDF N°2023-0587**

Portant modification des conditions de circulation des véhicules de toutes catégories et des piétons sur la **RD4**, rue du Général de Gaulle, entre le giratoire en limite de Pontault-Combault et le panneau d'entrée du Val-de-Marne à La Queue-en-Brie, dans le sens de circulation province/Paris, pour des travaux de création d'un branchement sur le réseau départemental des eaux pluviales.

#### **La Préfète du Val-De-Marne**

Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2215-1, L.2521-1 et L.2521-2 ;

**Vu** le code de justice administrative, notamment son article R.421-1 ;

**Vu** le code de la route, notamment les articles L.110-3, L. 411-5 et R.411-8-1 ;

**Vu** le code de la sécurité intérieure notamment son article L.131-4 ;

**Vu** le code de la voirie routière notamment les articles L.115-1 et R\*.152-1 ;

**Vu** l'ordonnance générale du 1er juin 1969 réglementant l'usage des voies ouvertes à la circulation publique toujours en vigueur dans le Val-de-Marne ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 (modifié) relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret n°2009-615 du 03 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation ;

**Vu** le décret du 10 février 2021 portant nomination de Madame Sophie Thibault en qualité de préfète du Val-de-Marne (hors classe) ;

**Vu** le décret n°2021-261 du 10 mars 2021 relatif à la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 (modifié) relatif à la signalisation des routes et des autoroutes ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 07 juin 1977 et ses annexes ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 08 juillet 2022 portant nomination de Madame Emmanuelle Gay en qualité de directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**Vu** l'arrêté n°2022-02608 du 21 juillet 2022 de la préfète du Val-de-Marne portant délégation de signature à Madame Emmanuelle Gay, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**Vu** la décision DRIEAT-IdF 2023-0402 du 27 juin 2023 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France portant subdélégation de signature en matière administrative ;

**Vu** la note du 19 janvier 2023, de la ministre déléguée auprès du ministre de la transition écologique en charge des transports, fixant le calendrier des « jours hors chantiers » de l'année 2023 et du mois de janvier 2024 ;

**Vu** l'avis du directeur territorial de la sécurité de proximité du Val-de-Marne, du 27 juillet 2023 ;

**Vu** l'avis du service espace public du conseil départemental du Val-de-Marne, du 27 juillet 2023 ;

**Vu** l'avis de la mairie de La Queue-en-Brie, du 31 juillet 2023 ;

**Vu** la demande transmise le 31 juillet 2023 par le service espace public du conseil départemental du Val-de-Marne, suite à la demande formulée le 15 juin 2023 par la direction des services de l'environnement et de l'assainissement (DSEA) du département du Val-de-Marne ;

**Considérant** que la RD 4, à La Queue-en-Brie, est classée dans la nomenclature des voies à grande circulation ;

**Considérant** les travaux de création d'un branchement sur le réseau départemental des eaux pluviales, sur la RD4, rue du Général de Gaulle, entre le giratoire en limite de Pontault-Combault et le panneau d'entrée du Val-de-Marne, à la Queue-en-Brie, dans le sens de circulation province/Paris, nécessitent de prendre des mesures de restriction de circulation afin d'assurer la sécurité des usagers et des agents appelés à intervenir ;

**Sur proposition** de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France :

## ARRÊTE

### Article 1

**A compter du lundi 07 août 2023 jusqu'au vendredi 1<sup>er</sup> septembre 2023**, des travaux de création d'un branchement sur le réseau départemental des eaux pluviales sont réalisés entraînant des restrictions de circulation des véhicules de toutes catégories et des piétons sur la rue du Général de Gaulle (RD4), entre le giratoire en limite de Pontault-Combault et le panneau d'entrée du Val-de-Marne, à La Queue-en-Brie, dans le sens de circulation province/Paris.

### Article 2

.Ces restrictions de circulation, 24h/24h, sur la RD4, sont les suivantes :

- Maintien permanent des accès riverains, des concessionnaires, des commerces, et des bus ;
- Maintien d'une voie circulaire de 3,5 mètre de large minimum ;

- Gestion des accès chantier par hommes trafic durant les heures de chantier ;
- Le balisage sera signalé par un tri flash sur glissières en béton armé (GBA) au droit des travaux.

Pour la pose et dépose du balisage, une nuit sera nécessaire en début et fin de chantier :

- Neutralisation de la voie de circulation de gauche dans le sens province/Paris (phase 1) ;
- Neutralisation de la voie de circulation de droite dans le sens province/Paris (phase 2).

Phase 1 :

- Neutralisation de la voie de circulation de gauche ;
- Neutralisation partielle de l'anneau extérieur du giratoire au droit de l'îlot séparateur ;
- La circulation des véhicules se fait sur la voie de circulation de droite ;
- Le cheminement des piétons est maintenu sur le trottoir au droit du chantier.

Phase 2 :

- Neutralisation de la voie de circulation de droite ;
- Neutralisation partielle de l'anneau extérieur du giratoire au droit de l'îlot séparateur ;
- La circulation des véhicules se fait sur la voie de circulation de gauche ;
- Neutralisation du trottoir au droit du chantier ;
- Les piétons empruntent les traversées piétonnes en amont et aval du chantier.

Les véhicules de chantier ont interdiction d'attendre ou de stationner et de manœuvrer en marche arrière sur la RD4. La libre circulation des transports exceptionnels et les véhicules de secours (pompiers, SAMU, police, etc.) est assurée 24h/24h.

### **Article 3**

La vitesse au droit du chantier est réduite à 30 km/h.

### **Article 4**

La signalisation temporaire et les travaux sont réalisés par les entreprises :

- DSEA – Service Conception Travaux Assainissement et Berges (SCTAB)  
25, rue Olof Palme – 94000 Créteil
- VALENTIN Environnement et Travaux Publics  
6, chemin de Villeneuve – 94140 Alfortville

La fourniture, la pose et l'entretien de la signalisation temporaire sont réalisés par l'entreprise chargée du balisage conformément aux dispositions du code de la route.

Le balisage et la signalisation mis en œuvre sont conformes aux prescriptions de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière et au manuel du chef de chantier (signalisation temporaire – édition du SETRA ou du CEREMA).

Le contrôle est assuré par :

- Département du Val-de-Marne / Service Espace Public / Secteur Entretien Exploitation

### **Article 5**

Le stationnement et l'arrêt de véhicules sont considérés comme gênants au droit des travaux conformément à l'article R417-10 du code de la route.

Les infractions au présent arrêté sont constatées et poursuivies conformément à la réglementation en vigueur.

## **Article 6**

Le présent arrêté peut faire l'objet dans le délai de deux mois à compter de sa notification :

- d'un recours gracieux auprès de la préfète du Val-de-Marne, adressé à la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, le Ponant II - 27/29 rue Leblanc, 75015 ;
- d'un recours hiérarchique auprès du ministère de l'Intérieur et des Outre-Mer ;
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Melun.

## **Article 7**

Le secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne ;

Le directeur territorial de la sécurité de proximité du Val-de-Marne ;

Le président du conseil départemental du Val-de-Marne ;

Le maire de La Queue-en-Brie ;

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne et dont copie sera adressée au commandant de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris et au directeur du SAMU.

Fait à Paris, le 04 août 2023

Pour la Préfète et par subdélégation,  
L'Adjointe du chef de l'Unité Circulation routière

Félie LESUR



**PRÉFET  
DU VAL-  
DE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'Environnement, de l'Aménagement  
et des Transports d'Île-de-France**

### **Arrêté DRIEAT-IDF N°2023-0727**

Portant modifications des conditions de circulation et de stationnement des véhicules de toutes catégories sur l'avenue Aristide Briand RD920 à Cachan et à Arcueil, entre la rue Léon Bloy et le carrefour de la Vache Noire, dans le sens province – Paris, pour des travaux de réalisation de sondages géotechniques.

**La Préfète du Val-de-Marne**  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2215-1, L.2521-1 et L.2521-2 ;

**Vu** le code de justice administrative, notamment son article R.421-1 ;

**Vu** le code de la route, notamment les articles L.110-3, L. 411-5 et R.411-8-1 ;

**Vu** le code de la sécurité intérieure notamment son article L.131-4 ;

**Vu** le code de la voirie routière notamment les articles L.115-1 et R\*.152-1 ;

**Vu** l'ordonnance générale du 1er juin 1969 réglementant l'usage des voies ouvertes à la circulation publique toujours en vigueur dans le Val-de-Marne ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 (modifié) relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret n°2009-615 du 03 juin 2009 modifié, fixant la liste des routes à grande circulation ;

**Vu** le décret du 10 février 2021 portant nomination de Madame Sophie Thibault en qualité de préfète du Val-de-Marne (hors classe) ;

**Vu** le décret n°2021-261 du 10 mars 2021 relatif à la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 (modifié) relatif à la signalisation des routes et des autoroutes ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 07 juin 1977 et ses annexes ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 08 juillet 2022 portant nomination de Madame Emmanuelle Gay en qualité de directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**Vu** l'arrêté n°2022-02608 du 21 juillet 2022 de la préfète du Val-de-Marne portant délégation de signature à Madame Emmanuelle Gay, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**Vu** la décision DRIEAT-IdF 2023-0372 du 31 mars 2023 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France portant subdélégation de signature en matière administrative ;



**Vu** la note du 19 janvier 2023, de la ministre déléguée auprès du ministre de la transition écologique en charge des transports, fixant le calendrier des « jours hors chantiers » de l'année 2023 et du mois de janvier 2024 ;

**Vu** l'avis de Monsieur le directeur Territorial de la Sécurité de Proximité du Val-de-Marne du 27 juillet 2023 ;

**Vu** l'avis favorable de la mairie de Cachan du 25 juillet 23 ;

**Vu** l'avis de la mairie d'Arcueil du 25 juillet 2023 ;

**Vu** la demande transmise le 04 août 2023 par le conseil départemental des Hauts-de-Seine, suite à la demande formulée le 10 juillet 2023, par les entreprises TECHNOSOL, FORENSOL et TERRIDEAL ;

**Considérant** que la RD920 à Cachan et à Arcueil est classée dans la nomenclature des voies à grande circulation ;

**Considérant** que des travaux de réalisation de sondages géotechniques nécessitent de prendre des mesures de restriction de circulation et de stationnement afin d'assurer la sécurité des usagers et des agents appelés à intervenir ;

**Sur proposition** de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France :

## ARRÊTE

### Article 1

**A compter du lundi 07 août 2023 et jusqu'au vendredi 18 août 2023**, sur l'avenue Aristide Briand (RD920) à Cachan et à Arcueil, dans le sens province – Paris, entre la rue Léon Bloy et le carrefour de la Vache Noire, des travaux de réalisation de sondages géotechniques impliquent des modifications de circulation et de stationnement des véhicules de toutes catégories.

### Article 2

L'avenue Aristide Briand est composée, de deux fois trois voies de circulation dont une piste cyclable.

- **Sur l'avenue Aristide Briand (RD920) à Cachan et à Arcueil, entre la rue Léon Bloy et le carrefour de la Vache Noire dans le sens province – Paris, la voie de gauche est neutralisée sur 60 mètres à l'avancement des travaux à l'aide de glissières en béton armé.**
- **L'emprise des travaux est permanente.**

### Article 3

La vitesse au droit du chantier est réduite à **30 km/h**.

### Article 4

La signalisation temporaire et les travaux sont réalisés par les entreprises :

- **TECHNOSOL**,  
13, route de la Grange aux Cercles – 91160 Ballainvilliers,  
Téléphone : 01.69.01.14.51,  
Contact : M. Sidibé,  
Mobile : 06.25.75.07.74.  
Courriel : m.sidibe@technosol-gengis.fr
- **FORENSOL**,  
13, route de la Grange aux Cercles – 91160 Ballainvilliers,  
Téléphone : 01.69.49.14.37,  
Contact : M. Lefèvre,  
Mobile : 06.44.17.80.50.  
Courriel : j.lefevre@technosol-gengis.fr

- **TERIDEAL**,  
4, boulevard Arago – 91320 Wissous,  
Téléphone : 01.69.81.18.00,  
Contact : M. Rouillet,  
Mobile : 06.35.40.18.55.  
Courriel : j.lefevre@technosol-gengis.fr

La fourniture, la pose et l'entretien de la signalisation temporaire sont réalisés par l'entreprise chargée du balisage conformément aux dispositions du Code de la route.

Le chantier s'effectue sous le contrôle du département des Hauts-de-Seine :

- **Département des Hauts-de-Seine : DM/SMO**,  
57, rue des Longues Raies – 92000 Nanterre,  
Contact : M. Hervé,  
Mobile : :06.98.87.24.01.  
Courriel : sherve@hauts-de-seine.fr

### **Article 5**

Le stationnement et l'arrêt de véhicules sont considérés comme gênants au droit des travaux conformément à l'article R417-10 du Code de la route.

Les infractions au présent arrêté sont constatées et poursuivies conformément à la réglementation en vigueur.

### **Article 6**

Le présent arrêté peut faire l'objet dans le délai de deux mois à compter de sa notification :

- d'un recours gracieux auprès de la préfète du Val-de-Marne, adressé à la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, le Ponant II - 27/29 rue Leblanc, 75015 Paris ;
- d'un recours hiérarchique auprès du ministère de l'Intérieur et des Outre-Mer ;
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Melun.

### **Article 7**

Le secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne ;  
Le directeur territorial de la sécurité de proximité du Val-de-Marne ;  
Le président du conseil départemental du Val-de-Marne ;  
Le maire de Cachan ;  
Le maire d'Arcueil ;

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne et dont copie sera adressée au commandant de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris et au directeur du SAMU.

Fait à Paris, le 04 août 2023,

Pour la Préfète et par subdélégation,  
L'Adjoint du chef de l'Unité Circulation routière

Félie LESUR

Inspection du travail

Section centrale travail du Val de Marne

**Arrêté n°2023/02889 visant à annuler l'arrêté n°  
2023/02396 du 04/07/2023  
Portant acceptation de la demande de dérogation à la  
règle du repos dominical, présentée la société  
CEGELEC PARIS AIRPORTS,  
Sise 71-75 Avenue du Président Kennedy,  
91170 VIRY CHATILLON pour le chantier de réfection  
de la piste 02/20 de l'aéroport d'Orly (94)**

La Préfète du Val-de-Marne,

**Vu** le code du travail, et notamment ses articles L.3132-1, L.3132-3, L.3132-20 à L.3132-25-4 et R.3132-16 à R.3132-20-1,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2021/1135 du 31 mars 2021 par lequel la Préfète du Val-de-Marne délègue sa signature à Monsieur Gaëtan RUDANT, directeur régional et interdépartemental de l'économie de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ile-de-France,

**Vu** la décision n°2023-32 du 30 juin 2023, portant subdélégation de signature de Monsieur Gaëtan RUDANT, directeur régional et interdépartemental de l'économie de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ile-de-France aux agents de l'unité départementale du Val de Marne,

**Vu** la demande de dérogation à la règle du repos dominical reçue le **22 mai 2023**, présentée par M. Stéphane LONDAÏTS, Chef d'entreprise de la société CEGELEC PARIS AIRPORTS, sise 71-75 avenue du Président Kennedy, 91170 VIRY CHATILLON, pour le chantier de réfection de la piste 02/20 de l'aéroport d'Orly,

**Vu** la décision unilatérale du 22 mai 2023 relative à l'organisation et à l'aménagement du temps de travail,

**Vu** l'avis favorable du 22 mai 2023 émis par le CSE pour une dérogation au repos dominical les dimanches du 09 juillet 2023 au 29 octobre 2023, ainsi que pour la DUE relative au travail exceptionnel du dimanche ;

**Vu** l'attestation de volontariat des 7 salariés concernés ;

**Vu** l'avis défavorable exprimé par l'Union Départementale CFTC du Val-de-Marne le 12 juin 2023 ;

**Vu** les correspondances de la Métropole du Grand Paris du 09 juin 2023 et de la mairie d'Orly du 21 juin 2023 ;

**Considérant** que l'Etablissement public territorial concerné, la Fédération CPME du Val-de-Marne, l'Union Départementale CFDT du Val-de-Marne, l'Union Départementale CGT du Val-de-Marne, l'Union Départementale FO du Val-de-Marne, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Val-de-Marne, la délégation du Val-de-Marne de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris consultés le 12 juin 2023, n'ont pas émis d'avis dans le délai prévu à l'article R3132-16 du code de travail ;

Considérant que l'article L.3132-20 du code du travail dispose que « *Lorsqu'il est établi que le repos simultané, le dimanche, de tous les salariés d'un établissement serait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de cet établissement, le repos peut être autorisé par le préfet, soit toute l'année, soit à certaines époques de l'année seulement suivant l'une des modalités suivantes :*

1° *Un autre jour que le dimanche à tous les salariés de l'établissement ;*

2° *Du dimanche midi au lundi midi ;*

3° *Le dimanche après-midi avec un repos compensateur d'une journée par roulement et par quinzaine ;*

4° *Par roulement à tout ou partie des salariés. »*

**Considérant** les éléments du dossier de demande de dérogation à la règle du repos dominical ;

**Considérant** que la demande vise l'autorisation du travail de 7 salariés les dimanches du 9 juillet 2023 jusqu'au 29 octobre 2023 pour des travaux de réfection de la piste 02/20 de l'aéroport d'Orly pour le compte du groupe ADP (Aéroports de Paris) ;

**Considérant** que la demande de déroger à la règle du repos dominical des salariés les dimanches du 9 juillet 2023 jusqu'au 29 octobre 2023 est justifiée par le fait qu'en l'absence des travaux de réfection, l'activité aéroportuaire sera impactée ; que, dès lors, des délais contraints sont imposés par le donneur d'ordre ADP du fait du trafic aérien; qu'à ce titre, les salariés pourraient être amenés à travailler le week-end en cas de nécessité ;

**Considérant** que la demande remplit au moins une des deux conditions fixées par l'article L.3132-20 du Code du Travail pour l'octroi d'une dérogation à la règle du repos dominical ;

**Considérant** que les salariés volontaires qui travailleraient le dimanche bénéficieront d'un repos compensateur et d'une majoration de rémunération.

## ARRETE

**Article 1** : La demande de dérogation à la règle du repos dominical formulée par l'entreprise CEGELEC PARIS AIRPORTS, sise 71-75 avenue du Président Kennedy, 91170 VIRY CHATILLON, pour le chantier de réfection de la piste n°2 de l'aéroport d'Orly, est accordée pour les dimanches du 09 juillet 2023 au 29 octobre 2023.

**Article 2** : Cette autorisation ne permet pas de déroger à l'article L. 3132-1 du code du travail qui dispose qu'il est interdit de faire travailler un même salarié plus de six jours par semaine.

**Article 3** : La Secrétaire générale de la préfecture, le directeur de l'unité départementale de la DRIEETS, la directrice territoriale de la sécurité de proximité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au pétitionnaire et publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Créteil, 03 aout 2023

Pour la Préfète et par délégation,

La responsable de la Section Centrale Travail

Séline PERTAYS

### Voies et délais de recours :

Cet arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours hiérarchique auprès du ministère du travail, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite.

- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de MELUN, 43 rue du Général de Gaulle - 77000 MELUN, dans un délai de 2 mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté ou dans le délai de 2 mois à partir de la réponse de l'administration si un recours hiérarchique a été déposé.

**arrêté n ° 2023-00915**

modifiant l'arrêté n°2023-00043 du 13 janvier 2023 fixant la liste annuelle d'aptitude du personnel apte à exercer dans le domaine de la prévention contre les risques d'incendie et de panique à Paris et dans les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023

**Le préfet de police,**

Vu l'arrêté n° 2023-00043 du 13 janvier 2023 fixant la liste annuelle d'aptitude du personnel apte à exercer dans le domaine de la prévention contre les risques d'incendie et de panique à Paris et dans les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne pour l'année 2023 ;  
Sur proposition du général commandant la brigade de sapeurs-pompiers de Paris,

**Arrête**

**Article 1**

La liste nominative annexée à l'arrêté n° 2023-00043 du 13 janvier 2023, fixant la liste annuelle d'aptitude du personnel apte à exercer dans le domaine de la prévention contre les risques d'incendie et de panique à Paris et dans les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne pour l'année 2023, est ainsi modifiée :

- les noms suivants sont ajoutés :

| Nom                    | Prénom        | Formation |
|------------------------|---------------|-----------|
| <b>Préventionniste</b> |               |           |
| BERTOUX                | David         | PRV2      |
| BILLEBAULT             | Laurent       | PRV2      |
| LAHITTE                | Pierre        | PRV 2     |
| LAUX                   | Alexis        | PRV2      |
| LEMER                  | Jean-François | PRV 2     |
| LETHUAIRE              | Eric          | PRV 2     |
| SCHOEN                 | Nicolas       | PRV 2     |
| THOMAS                 | Ludovic       | PRV 2     |
| ZIOLKOWSKI             | David         | PRV 2     |

**Article 2**

Le général commandant la brigade de sapeurs-pompiers de Paris est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié aux recueils des actes administratifs du département de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, ainsi que sur le portail des publications administratives de la Ville de Paris.

Fait à Paris, le 02 août 2023

pour le préfet de police,  
Mme Magali CHARBONNEAU,  
Préfète, directrice du cabinet



**DECISION N° 2023.01 DU 18 JUILLET 2023  
PORTANT DELEGATION DE POUVOIR ET DE SIGNATURE  
AU SEIN DE L'ETABLISSEMENT DE TRANSFUSION SANGUINE  
D'ILE-DE-FRANCE**

**Le Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France**

Vu le Code de la santé publique, notamment ses articles L. 1222-7 et R. 1222-12,

Vu le décret du 30 septembre 2020 portant nomination du Président de l'Etablissement français du sang,

Vu la décision du Président de l'Etablissement français du sang n° N 2017.48 en date du 18 décembre 2017 nommant Monsieur Stéphane NOEL aux fonctions de Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France pour une durée de 4 ans à compter du 18 décembre 2017,

Vu la décision du Président de l'Etablissement français du sang n° N 2021.43 en date du 17 décembre 2021 renouvelant Monsieur Stéphane NOEL aux fonctions de Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France pour une durée de 4 ans à compter du 18 décembre 2021,

Vu la décision du Président de l'Etablissement français du sang n° DS 2023.08 en date du 17 juillet 2023 portant délégation de pouvoir et de signature à Monsieur Stéphane NOEL, Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France,

Vu la décision du Président de l'Etablissement français du sang n° N 2023.08 en date du 17 juillet 2023 nommant Madame Laure BOURGUIGNAT aux fonctions de Directrice adjointe de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France à compter du 21 juillet 2023 jusqu'au 30 juin 2026.

Le Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France (ci-après désigné « *Directeur de l'Etablissement* ») décide de déléguer à **Madame Laure BOURGUIGNAT**, en sa qualité de **Directrice adjointe de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France** (ci-après désignée « *Directrice adjointe* »), les pouvoirs et signatures suivants, limités aux compétences accordées par le Président en vertu de la délégation n° DS 2023.08 en date du 17 juillet 2023 susvisée et au ressort territorial de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France (ci-après désigné « *Etablissement* »).

La présente délégation s'exerce dans le respect de la réglementation en vigueur ainsi que des politiques, directives, procédures et instructions mises en œuvre au sein de l'Etablissement français du sang.

**Article 1 - Les compétences déléguées en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de l'Etablissement**

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de l'Etablissement,

- a) La Directrice adjointe reçoit délégation de pouvoir et de signature pour exercer les compétences dévolues dans les matières de la délégation n° DS 2023.08 en date du 17 juillet 2023 accordée au Directeur de l'Etablissement ;
- b) La Directrice adjointe représente l'Etablissement français du sang,



- Auprès des services déconcentrés de l'Etat situés dans le ressort territorial de l'Etablissement,
- Au sein des personnes morales intervenant dans le ressort de l'Etablissement, telles que les groupements d'intérêt public ou les groupements de coopération sanitaire, sauf décision expresse contraire du Président de l'Etablissement français du sang.

## **Article 2 - Les compétences déléguées en matière de dialogue social**

En son absence ou en cas d'empêchement, le Directeur de l'Etablissement délègue tous pouvoirs à la Directrice adjointe pour présider et animer le comité social et économique et la commission santé, sécurité et conditions de travail.

## **Article 3 - Les conditions de mise en œuvre de la délégation**

### **3.1. Les conditions générales**

La présente délégation s'exerce, au nom du Directeur de l'Etablissement, conformément aux conditions définies dans la délégation n° DS 2023.08 en date du 17 juillet 2023 accordée au Directeur de l'Etablissement.

### **3.2. L'exercice de la délégation en matière sociale et en matière d'hygiène, de sécurité au travail et d'environnement**

La Directrice adjointe accepte expressément et en toute connaissance de cause la délégation de pouvoir qui lui est confiée, en vertu de la présente décision, par le Directeur de l'Etablissement.

La Directrice adjointe connaît la réglementation en vigueur dans les domaines faisant l'objet de la délégation de pouvoir ainsi que les sanctions applicables en cas de non-respect de cette réglementation. Elle reconnaît être informée que sa responsabilité, et notamment sa responsabilité pénale, peut alors être engagée.

La Directrice adjointe diffuse ou fait diffuser les instructions concernant le respect des dispositions législatives et réglementaires.

La Directrice adjointe est également tenue de demander au personnel de l'Etablissement de lui rendre compte régulièrement des difficultés rencontrées et d'effectuer elle-même tout contrôle pour vérifier que ses instructions sont respectées.

La Directrice adjointe devra tenir informé le Directeur de l'Etablissement de la façon dont elle exécute sa mission et des difficultés rencontrées.

### **3.3. L'interdiction de toute subdélégation**

La Directrice adjointe ne peut subdéléguer ni les pouvoirs, ni la signature qu'elle détient en vertu de la présente décision.

### **3.4. La conservation des documents signés par délégation**

La Directrice adjointe conserve une copie de tous les actes, contrats, conventions, décisions et correspondances qu'elle est amenée à prendre et à signer en application de la présente décision, et en assure l'archivage, conformément aux règles internes de l'Etablissement français du sang, dans le respect de la réglementation en vigueur.

## **Article 4 - La publication et la date de prise d'effet de la délégation**

Il est mis fin à la décision n° 2021.16 du 18 décembre 2021 à compter du 21 juillet 2023.



La présente décision, qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne, entre en vigueur le 21 juillet 2023.

A compter de cette date, la décision est aussi consultable sur l'intranet de l'Etablissement français du sang.

A Ivry-sur-Seine, le 18 juillet 2023,

Stéphane NOEL

Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France





**DECISION N° 2023.02 DU 18 JUILLET 2023  
PORTANT DELEGATION DE POUVOIR ET DE SIGNATURE  
AU SEIN DE L'ETABLISSEMENT DE TRANSFUSION SANGUINE  
D'ILE DE FRANCE**

**Le Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France**

Vu le Code de la santé publique, notamment ses articles L. 1223-4 et R. 1222-12,

Vu le décret du 30 septembre 2020 portant nomination du Président de l'Etablissement français du sang,

Vu la décision du Président de l'Etablissement français du sang n° N 2017.48 en date du 18 décembre 2017 nommant Monsieur Stéphane NOEL aux fonctions de Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France pour une durée de 4 ans à compter du 18 décembre 2017,

Vu la décision du Président de l'Etablissement français du sang n° N 2021.43 en date du 17 décembre 2021 renouvelant Monsieur Stéphane NOEL aux fonctions de Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France pour une durée de 4 ans à compter du 18 décembre 2021,

Vu la décision du Président de l'Etablissement français du sang n° DS 2023.08 en date du 17 juillet 2023 portant délégation de pouvoir et de signature à Monsieur Stéphane NOEL, Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France,

Monsieur Stéphane NOEL, Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France, (ci-après désigné « *Directeur de l'Etablissement* »), décide de déléguer à :

- les pouvoirs et signatures désignés ci-après à **Monsieur Alexandre MONTEBAULT**, en sa qualité de **Directeur du département risques et qualité**, (ci-après désigné « *Directeur du Département* »), dans le cadre de ses domaines de compétence et du ressort territorial de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France, (ci-après désigné « *Etablissement* »),
- les pouvoirs désignés ci-après à **Monsieur Fabien BARRE**, en sa qualité de **responsable du service hygiène, sécurité au travail et environnement** (ci-après désigné « *responsable HSE* »), qui exerce ses missions sous l'autorité du Directeur du Département, dans le cadre de ses domaines de compétence et du ressort territorial de l'Etablissement.

La présente délégation s'exerce dans le respect de la réglementation en vigueur ainsi que des politiques, directives, procédures et instructions mises en œuvre au sein de l'Etablissement français du sang.

**Article 1 - Les compétences déléguées en matière de management des risques, de qualité et de formalités réglementaires**

Le Directeur du Département reçoit délégation afin de signer, au nom du Directeur de l'Etablissement :

- a) les réponses d'ordre médicotechnique aux rapports d'inspection de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et de l'Agence régionale de la santé,
- b) les déclarations, demandes d'agrément d'activité et d'autorisation de produits, de renouvellement et de modification de celles-ci afférentes aux activités de recherche, liées à



la transfusion sanguine ou exercées à titre accessoire, excepté celles portant sur les médicaments de thérapie innovante,

- c) les correspondances et actes dans le cadre des audits des fournisseurs et prestataires des marchés de l'Etablissement,
- d) les rapports, certificats et constats notifiés à des tiers publics ou privés dans le cadre de cette activité,
- e) les certificats de conformité pour des expéditions au Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies ou à l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé pour des évaluations de modifications mineures ou majeures de procédés ou des dossiers d'évaluation pour de nouveaux produits.

## **Article 2 - Les compétences déléguées en matière d'hygiène, de sécurité au travail et d'environnement**

**2.1.** Le Directeur de l'Etablissement délègue au Directeur du Département les pouvoirs pour proposer et piloter les actions de l'Etablissement afin d'assurer le respect des dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles applicables en matière d'hygiène, de sécurité au travail et de protection de l'environnement et des installations classées.

Le Directeur du Département est notamment chargé :

- d'évaluer les risques professionnels, d'élaborer et de mettre à jour le document unique d'évaluation des risques professionnels ;
- d'élaborer le plan de prévention des risques professionnels de l'Etablissement.
- d'établir les plans de prévention des entreprises extérieures.

**2.2.** Le Directeur du Département reçoit délégation afin de signer, au nom du Directeur de l'Etablissement et dans le cadre de la mise en œuvre de la réglementation applicable en matière de protection de l'environnement et des installations classées, les autorisations, déclarations, correspondances avec les services publics et les administrations concernés.

**2.3.** Le Directeur du Département reçoit délégation afin de signer, en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de l'Etablissement, les plans de prévention.

## **Article 3 - Les compétences déléguées associées**

Le Directeur du Département reçoit délégation afin de signer, au nom du Directeur de l'Etablissement, les autres actes et correspondances de nature courante qui relèvent de ses attributions, à l'exception de ceux portant sur un engagement juridique ou financier et de ceux adressés aux tutelles de l'Etablissement français du sang.

Le Directeur du Département reçoit délégation afin de signer, au nom du Directeur de l'Etablissement, les correspondances en matière d'hémovigilance, notamment dans le cadre des enquêtes transfusionnelles.

## **Article 4 – La suppléance du Directeur du Département**

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur du Département, le responsable HSE reçoit délégation de pouvoir, au nom du Directeur de l'Etablissement, afin d'établir les plans de prévention des entreprises extérieures.

## **Article 5 - Les conditions de mise en œuvre de la délégation**

### **5.1. L'exercice de la délégation de pouvoir**

Le Directeur du Département accepte expressément et en toute connaissance de cause, la délégation de pouvoir qui lui est confiée, en vertu de l'article 2, par le Directeur de l'Etablissement.



Le Directeur du Département connaît la réglementation en vigueur dans les domaines faisant l'objet de la délégation de pouvoir ainsi que les sanctions applicables en cas de non-respect de cette réglementation. Elle reconnaît être informée que sa responsabilité, et notamment sa responsabilité pénale, peut alors être engagée.

Le Directeur du Département diffuse, au sein de l'Etablissement, les instructions concernant le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'hygiène, de sécurité au travail et d'environnement.

Le Directeur du Département est également tenu de demander à ses subordonnés de lui rendre compte régulièrement des difficultés rencontrées et d'effectuer elle-même ou par ses subordonnés tout contrôle pour vérifier que ses instructions sont respectées.

Le Directeur du Département devra tenir informé le Directeur de l'Etablissement de la façon dont elle exécute sa mission et des difficultés rencontrées.

Ces dispositions s'appliquent le cas échéant également au responsable HSE lorsqu'il fait usage du pouvoir qui lui est conféré en vertu de l'article 4.

## **5.2. La subdélégation**

Le Directeur du Département ne peut subdéléguer la signature qu'il détient en vertu des articles 1 et 2 de la présente décision.

Le Directeur du Département peut subdéléguer, aux responsables disposant des moyens, de la compétence et de l'autorité nécessaires, les pouvoirs qu'il détient en vertu de l'article 3 de la décision.

## **5.3. La conservation des documents signés par délégation**

Le Directeur du Département conserve une copie de tous les actes et correspondances qu'il est amené à prendre et à signer en application de la présente décision, et en assure l'archivage, conformément aux règles internes de l'Etablissement français du sang, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le Directeur du Département veille au respect de cette consigne par la personne habilitée à le suppléer en vertu de l'article 4 de la présente décision.

## **Article 6 - La publication et la date de prise d'effet de la délégation**

Il est mis fin à la décision n° 2021.20 du 18 décembre 2021.

La présente décision, qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne, entre en vigueur le 21 juillet 2023.

A compter de cette date, la décision est aussi consultable sur l'intranet de l'Etablissement français du sang.

A Ivry-sur-Seine, le 18 juillet 2023,

Stéphane NOEL

Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France



**DECISION N° 2023.03 DU 18 JUILLET 2023  
PORTANT DELEGATION DE POUVOIR ET DE SIGNATURE  
AU SEIN DE L'ETABLISSEMENT DE TRANSFUSION SANGUINE  
D'ILE-DE-FRANCE**

**Le Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France**

Vu le Code de la santé publique, notamment ses articles L. 1223-4, L. 1222-7 et R. 1222-12,

Vu le décret du 30 novembre 2020 portant nomination du Président de l'Etablissement français du sang,

Vu la décision du Président de l'Etablissement français du sang n° N 2017.48 en date du 18 décembre 2017 nommant Monsieur Stéphane NOEL aux fonctions de Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France pour une durée de 4 ans à compter du 18 décembre 2017,

Vu la décision du Président de l'Etablissement français du sang n° N 2021.43 en date du 17 décembre 2021 renouvelant Monsieur Stéphane NOEL aux fonctions de Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France pour une durée de 4 ans à compter du 18 décembre 2021,

Vu la décision du Président de l'Etablissement français du sang n° DS 2023.08 en date du 17 juillet 2023 portant délégation de pouvoir et de signature à Monsieur Stéphane NOEL, Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France,

Le Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France (ci-après désigné « *Directeur de l'Etablissement* ») décide de déléguer :

- les pouvoirs et signatures désignés ci-après à **Madame Catherine GRANDJEAN**, en sa qualité de **Directrice du département des ressources humaines** (ci-après désignée « *Directrice des ressources humaines* »), dans le cadre de ses domaines de compétence et du ressort territorial de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France (ci-après désigné « *Etablissement* »),
- les pouvoirs et signatures désignés ci-après à **Madame Laure HERICHER**, en sa qualité de **Directrice du département des ressources humaines adjointe** (ci-après désignée « *Directrice des ressources humaines adjointe* »), qui exerce ses missions sous l'autorité de la Directrice des ressources humaines, dans le cadre de ses domaines de compétence et du ressort territorial de l'Etablissement.

Les compétences déléguées à la Directrice des ressources humaines s'exercent dans le respect du Code du travail et des autres dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles en vigueur ainsi que des politiques, directives, procédures et instructions mises en œuvre au sein de l'établissement français du sang.

**Article 1 - Les compétences déléguées à titre principal**

**1.1. Les compétences en matière de gestion des ressources humaines**



### *1.1.1. Recrutement et gestion des ressources humaines*

Le Directeur de l'Etablissement délègue à la Directrice des ressources humaines les pouvoirs pour procéder à la gestion des personnels de l'Etablissement et à l'embauche de ceux recrutés en vertu des contrats visés au point a) ci-dessous.

La Directrice des ressources humaines reçoit délégation pour signer, au nom du Directeur de l'Etablissement,

#### a) en matière de recrutement des personnels

- pour les fonctionnaires, agents publics et contractuels de droit public visés au point 1<sup>er</sup> de l'article L. 1222-7 du Code de la santé publique, les contrats de mise à disposition ou de détachement et leurs avenants,
- pour les personnels régis par le code du travail,
  - les contrats à durée indéterminée,
  - les contrats à durée déterminée,
  - les contrats en alternance,
  - les conventions de stage,et leurs avenants.

#### b) en matière de gestion du personnel

- l'ensemble des actes, décisions et avenants relatifs au contrat de travail du salarié ainsi que les attributions de primes et d'indemnités conventionnelles,
- les conventions de mise à disposition de personnels de l'Etablissement français du sang auprès de personnes tierces.

### *1.1.2. Paie et gestion administrative du personnel*

La Directrice des ressources humaines reçoit délégation pour constater, au nom du Directeur de l'Etablissement, la paie et les charges fiscales et sociales.

La Directrice des ressources humaines reçoit délégation pour signer, au nom du Directeur de l'Etablissement, les attestations sociales destinées aux administrations et services publics compétents.

### *1.1.3. Gestion des compétences et de la formation*

La Directrice des ressources humaines reçoit délégation pour :

- établir le plan de formation,
- mettre en œuvre les formations,
- faire évoluer les personnels.

### *1.1.4. Sanctions et licenciements*

La Directrice des ressources humaines reçoit délégation pour organiser la convocation et les entretiens préalables aux sanctions disciplinaires pouvant aller jusqu'au licenciement, au nom du Directeur de l'Etablissement.

### *1.1.5. Litiges et contentieux sociaux*

La Directrice des ressources humaines reçoit délégation pour mener à bien, lors de la première instance et, sous réserve d'instructions du Président, en appel, les contentieux sociaux qui devront avoir été portés à la connaissance du Directeur de l'Etablissement et de la Directrice générale déléguée de l'Etablissement français du sang en charge des ressources humaines dès leur naissance.

A cette fin, la Directrice des ressources humaines reçoit délégation, tout au long de la procédure contentieuse, pour :



- représenter l'Etablissement français du sang au cours des audiences,
- procéder à toutes déclarations, démarches et à tous dépôts de pièces utiles,
- signer tous documents associés à la procédure.

## **1.2. Les compétences en matière de qualité de vie au travail**

Le Directeur de l'Etablissement délègue à la Directrice des ressources humaines les pouvoirs lui permettant d'assurer la qualité de vie au travail des personnels de l'Etablissement.

A ce titre, la Directrice des ressources humaines est notamment chargée de :

- veiller au respect de l'ensemble des prescriptions légales et réglementaires applicables,
- mettre en œuvre les mesures d'information, de formation et de prévention des risques professionnels ayant un impact sur la santé des personnels.

## **1.3. Les compétences en matière de dialogue social**

### *1.3.1. Organisation du dialogue social*

La Directrice des ressources humaines reçoit délégation de pouvoir pour :

- convoquer les réunions du comité social et économique de l'Etablissement,
- établir l'ordre du jour de ces réunions, conjointement avec le secrétaire du comité social et économique, et l'adresser aux membres de ce comité dans les délais impartis,
- fournir aux représentants du personnel les informations nécessaires à l'exercice de leurs missions.

### *1.3.2. Information des représentants de proximité et réunions de la commission réclamations individuelles et collectives*

Le Directeur de l'Etablissement délègue tous pouvoirs à la Directrice des ressources humaines pour recevoir, répondre et informer les représentants de proximité du site et pour organiser et présider les réunions de la commission réclamations individuelles et collectives.

### *1.3.3. Présidence du comité social et économique de l'Etablissement*

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de l'Etablissement et des Directeurs adjoints, le Directeur de l'Etablissement délègue tous pouvoirs à la Directrice des ressources humaines pour présider et animer le comité social et économique.

## **Article 2 - Les compétences déléguées associées**

### **2.1. Représentation à l'égard de tiers**

La Directrice des ressources humaines représente l'Etablissement auprès de l'administration, des autorités et services publics intervenant dans son domaine de compétence dans le ressort territorial de l'Etablissement.

La Directrice des ressources humaines reçoit délégation pour signer, au nom du Directeur de l'Etablissement, la correspondance et tout acte de nature courante concourant à la représentation de l'Etablissement à l'égard de ces tiers.

### **2.2. Achats de services**

La Directrice des ressources humaines reçoit délégation pour signer, au nom du Directeur de l'Etablissement, les contrats de mise à disposition de personnels intérimaires.



### **Article 3 - Les compétences déléguées en cas de suppléance du Directeur de l'Etablissement et des Directeurs adjoints**

#### **3.1. Pouvoirs de sanction et de licenciement**

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de l'Etablissement et des Directeurs adjoints, le Directeur de l'Etablissement délègue à la Directrice des ressources humaines la signature, en son nom,

- des sanctions disciplinaires,
- des licenciements pour motif personnel et des licenciements pour motif économique sauf décision contraire, préalable et expresse du Président de l'Etablissement français du sang.

#### **3.2. Ruptures conventionnelles et transactions**

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de l'Etablissement et des Directeurs adjoints, et sous réserve de la validation préalable et expresse du Président de l'Etablissement français du sang, le Directeur de l'Etablissement délègue à la Directrice des ressources humaines la signature, en son nom :

- des ruptures conventionnelles en vue de leur homologation,
- des transactions.

### **Article 4 - La suppléance de la Directrice des ressources humaines**

#### **4.1. Recrutement et gestion des ressources humaines**

En cas d'absence ou d'empêchement de la Directrice des ressources humaines, délégation est donnée à la Directrice des ressources humaines adjointe :

- a) en matière de recrutement du personnel, pour signer, au nom du Directeur de l'Etablissement,
  - les contrats d'intérim,
  - les contrats en alternance,
  - les conventions de stage,et leurs avenants,
- b) en matière de gestion des ressources humaines, pour signer, au nom du Directeur de l'Etablissement, les réponses aux demandes du personnel (temps partiel, congés maternité, réduction du préavis en cas de démission...).

#### **4.2. Paie et gestion des ressources humaines**

En cas d'absence ou d'empêchement de la Directrice des ressources humaines, délégation est donnée à la Directrice des ressources humaines adjointe pour constater, au nom du Directeur de l'Etablissement, la paie et les charges fiscales et sociales.

### **Article 5 - Les conditions de mise en œuvre de la délégation**

#### **5.1. L'exercice de la délégation en matière sociale**

La Directrice des ressources humaines accepte expressément et en toute connaissance de cause la délégation de pouvoir qui lui est confiée, en vertu des articles 1 et 3 de la présente décision, par le Directeur de l'Etablissement.

La Directrice des ressources humaines connaît la réglementation en vigueur dans les domaines faisant l'objet de la délégation de pouvoir ainsi que les sanctions applicables en cas de non-respect de cette



réglementation. Elle reconnaît être informée que sa responsabilité, et notamment sa responsabilité pénale, peut alors être engagée.

Dans les matières qui lui sont déléguées en vertu de la présente décision, la Directrice des ressources humaines diffuse ou fait diffuser régulièrement aux responsables placés sous son autorité hiérarchique les instructions relatives à l'exécution de leurs tâches et concernant le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

La Directrice des ressources humaines est également tenue de demander à ses subordonnés de lui rendre compte régulièrement des difficultés rencontrées et d'effectuer elle-même des contrôles pour vérifier que ses instructions sont respectées.

La Directrice des ressources humaines doit tenir informé le Directeur de l'Etablissement de la façon dont elle exécute sa mission et des difficultés rencontrées.

Ces dispositions s'appliquent le cas échéant également à la Directrice des ressources humaines adjointe lorsqu'elle fait usage du pouvoir qui lui est conféré en vertu de l'article 4.2.

## **5.2. L'interdiction de toute subdélégation**

La Directrice des ressources humaines et la Directrice des ressources humaines adjointe ne peuvent subdéléguer ni les pouvoirs, ni la signature qu'elles détiennent en vertu des articles 1, 2 et 3 de la présente décision.

## **5.3. La conservation des documents signés par délégation**

La Directrice des ressources humaines et la Directrice des ressources humaines adjointe conserve une copie de tous les actes, décisions, contrats, conventions et correspondances signés en application de la présente décision et en assure l'archivage, conformément aux règles internes de l'Etablissement français du sang, dans le respect de la réglementation en vigueur.

La Directrice des ressources humaines veille au respect de cette consigne par la personne habilitée à la suppléer en vertu de l'article 4 de la présente décision.

## **Article 6 - La publication et la date de prise d'effet de la délégation**

Il est mis fin à la décision n° 2022.01 du 1<sup>er</sup> octobre 2022.

La présente décision, qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne, entre en vigueur le 21 juillet 2023.

A compter de cette date, la décision est aussi consultable sur l'intranet de l'Etablissement français du sang.

A Ivry-sur-Seine, le 18 juillet 2023,

Stéphane NOEL

Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France





## ETABLISSEMENT DE TRANSFUSION SANGUINE D'ILE-DE-FRANCE

Décision n° **2023.04**

### **DECISION N° 2023.04 DU 18 JUILLET 2023 PORTANT DELEGATION DE POUVOIR ET DE SIGNATURE AU SEIN DE L'ETABLISSEMENT DE TRANSFUSION SANGUINE D'ILE-DE-FRANCE**

#### **Le Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France**

Vu le Code de la santé publique, notamment ses articles L. 1222-7 et R. 1222-12,

Vu le décret du 30 septembre 2020 portant nomination du Président de l'Etablissement français du sang,

Vu la décision du Président de l'Etablissement français du sang n° N 2017.48 en date du 18 décembre 2017 nommant Monsieur Stéphane NOEL aux fonctions de Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France pour une durée de 4 ans à compter du 18 décembre 2017,

Vu la décision du Président de l'Etablissement français du sang n° N 2021.43 en date du 17 décembre 2021 renouvelant Monsieur Stéphane NOEL aux fonctions de Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France pour une durée de 4 ans à compter du 18 décembre 2021,

Vu la décision du Président de l'Etablissement français du sang n° DS 2023.08 en date du 17 juillet 2023 portant délégation de pouvoir et de signature à Monsieur Stéphane NOEL, Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France,

Vu la décision du Président de l'Etablissement français du sang n° N 2021.07 en date du 16 juin 2021 nommant Monsieur Xavier ORTMANS aux fonctions de Secrétaire général de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France,

Le Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France (ci-après désigné « *Directeur de l'Etablissement* ») décide de déléguer :

- Les pouvoirs et les signatures désignés ci-après à **Monsieur Xavier ORTMANS**, en sa qualité de **Secrétaire général et Directeur du département supports et appuis** (ci-après désigné « *Secrétaire général* »), dans le cadre de ses domaines de compétence et du ressort territorial de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France (ci-après désigné « *Etablissement* ») ;
- Les signatures désignées ci-après à **Monsieur Olivier DUBRANA**, en sa qualité de **responsable du service des achats et des affaires juridiques** (ci-après désigné « *responsable achats et juridique* »), qui exerce ses missions sous l'autorité du Secrétaire général, dans le cadre de ses domaines de compétence et du ressort territorial de l'Etablissement ;
- Les signatures désignées ci-après à **Monsieur Frédéric RESSEQUIER**, en sa qualité de **responsable du service logistique et transports** (ci-après désigné « *responsable logistique et transports* »), qui exerce ses missions sous l'autorité du Secrétaire général, dans le cadre de ses domaines de compétence et du ressort territorial de l'Etablissement ;



- Les signatures désignées ci-après à **Madame Lucile DEFERT**, en sa qualité de responsable des services techniques (ci-après désignée « *responsable services techniques* »), qui exerce ses missions sous l'autorité du Secrétaire général, dans le cadre de ses domaines de compétence et du ressort territorial de l'Etablissement.

La présente délégation s'exerce dans le respect de la réglementation en vigueur ainsi que des politiques, directives, procédures et instructions mises en œuvre au sein de l'Etablissement français du sang.

## **Article 1 - Les compétences déléguées en matière budgétaire et financière**

### **1.1. Dépenses**

Le Directeur de l'Etablissement délègue sa signature au Secrétaire général, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué, pour :

- a) L'engagement juridique, la liquidation et l'ordonnancement, en son nom, des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'investissement de l'Etablissement,
- b) La constatation de service fait des dépenses prises en charge par le service à comptabilité distincte des contentieux transfusionnels.

### **1.2. Recettes**

a) Le Directeur de l'Etablissement délègue sa signature au Secrétaire général en qualité d'ordonnateur secondaire délégué, pour la constatation, la liquidation des créances de l'Etablissement et l'émission des factures valant ordre de recouvrer.

b) Le Secrétaire général reçoit délégation afin de signer, au nom du Directeur de l'Etablissement, les actes nécessaires à l'aliénation des biens mobiliers selon la réglementation en vigueur et les éventuelles instructions nationales.

## **Article 2 - Les compétences déléguées en matière d'achats de fournitures, de services et de réalisation de travaux**

### **2.1. Achats de fournitures et services**

#### **2.1.1. Marchés et accords-cadres nationaux**

Le Secrétaire général reçoit délégation afin de signer au nom du Directeur de l'Etablissement :

- a) les marchés subséquents ;
- b) les ordres de service, les bons de commandes, les bons pour accord et les devis ;
- c) le cas échéant, conformément aux dispositions du marché, les autres actes d'exécution.

Le responsable achats et juridique reçoit délégation, afin de signer au nom du Directeur de l'Etablissement, dans la limite de cent mille euros hors taxes, les bons de commande, les bons pour accord et les devis afférents aux dépenses de fonctionnement.

#### **2.1.2. Marchés correspondant aux besoins propres de l'Etablissement non couverts par un marché ou un accord-cadre national**

Le Secrétaire général reçoit délégation afin de signer au nom du Directeur de l'Etablissement :

- a) Lors des procédures de passation :
  - Les notes justifiant le choix des titulaires des marchés et les rapports de présentation,



- Les décisions relatives à la fin de la procédure,
- b) Sous réserve, s'il y a lieu, de l'obtention du visa préalable du Contrôleur général économique et financier près de l'Etablissement français du sang :
  - Les engagements contractuels initiaux, complémentaires et modificatifs des achats passés après formalités préalables ainsi que les rapports de présentation afférents,
  - Les engagements contractuels relatifs aux achats passés sans formalités,
- c) Les bons de commandes, les bons pour accord et les devis ;
- d) Les autres actes d'exécution.

Le responsable achats et juridique reçoit délégation, afin de signer au nom du Directeur de l'Etablissement :

- Dans la limite de cent mille euros hors taxes, les bons de commande, les bons pour accord et les devis afférents aux dépenses de fonctionnement,
- Les actes d'exécution suivants : courriers de reconduction, courriers de non-reconduction, courriers d'acceptation de révisions tarifaires, courriers de mise en demeure, courriers d'application de l'exécution des prestations aux frais et risques, courriers d'application de pénalités, courriers de résiliation.

## **2.2. Réalisation de travaux**

Le Secrétaire général reçoit délégation afin de signer, au nom du Directeur de l'Etablissement, pour les travaux et les prestations de service associées correspondant à une opération immobilière locale dont le montant estimé est inférieur à 762 245 euros HT :

- a) Lors des procédures de passation :
  - Les notes justifiant le choix des titulaires des marchés et les rapports de présentation,
  - Les décisions relatives à la fin de la procédure,
- b) Les engagements contractuels initiaux,
- c) Les engagements complémentaires et modificatifs ainsi que les rapports de présentation afférents,
- d) Les bons de commande ;
- e) Les ordres de services et les autres actes relatifs à l'exécution des marchés.

## **2.3. Autres actes des procédures de marchés publics de fournitures, de services et de travaux**

Le Secrétaire général reçoit délégation afin de signer au nom du Directeur de l'Etablissement :

- a) Les registres de dépôt des plis des candidats ;
- b) Les décisions de sélection des candidatures ;
- c) Tous les courriers adressés aux candidats.

## **Article 3 - Les compétences déléguées en matière immobilière**



Le Secrétaire général reçoit délégation afin de signer, au nom du Directeur de l'Etablissement,

- a) Pour les opérations immobilières locales d'un montant global estimé inférieur à 762 245 euros HT :
  - Les actes nécessaires à l'obtention des autorisations d'urbanisme,
  - Les courriers adressés aux autorités administratives pour l'obtention des avis et autorisations nécessaires à l'opération,
- b) Les états des lieux des locaux de l'Etablissement, qu'il en soit le locataire ou propriétaire,
- c) Dans le cadre de l'organisation des collectes de produits sanguins labiles :
  - Les conventions, avec des tiers publics ou privés, pour la mise à disposition précaire de locaux,
  - Les demandes d'occupation du domaine public.

#### **Article 4 - Les compétences déléguées pour les autres contrats et conventions portant engagement financier**

Le Secrétaire général reçoit délégation afin de signer, au nom du Directeur de l'Etablissement :

- a) Sous réserve de son accord préalable, les engagements contractuels initiaux, complémentaires et modificatifs, et notamment les conventions de subvention, autres que ceux précédemment visés dans la présente délégation ;
- b) Leurs actes préparatoires et leurs actes d'exécution.

#### **Article 5 - Les compétences déléguées en matière de logistique et de transport**

Le Secrétaire général reçoit délégation afin de signer, au nom du Directeur de l'Etablissement :

- a) Les contestations consécutives à la mauvaise exécution des prestations de transport notifiées aux prestataires dans les délais requis ;
- b) Les autorisations d'utilisation des véhicules de l'Etablissement par des tiers ;
- c) Les autorisations d'utilisation des véhicules personnels.

#### **Article 6 - Les compétences déléguées en matière juridique**

##### **6.1. Sinistres transfusionnels ou relevant de la responsabilité médicale**

Le Secrétaire général reçoit délégation :

- a) Dans le cadre des expertises médico-légales, afin de signer, au nom du Directeur de l'Etablissement, les correspondances afférentes ;
- b) Les correspondances adressées aux commissions de conciliation et d'indemnisation, aux tiers payeurs ainsi qu'aux avocats de l'Etablissement français du sang ;
- c) Afin de signer, au nom du Directeur de l'Etablissement :
  - Les correspondances adressées à l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux,



- Les déclarations de sinistre et toute autre correspondance adressées aux assureurs de l'Etablissement français du sang,
  - Les correspondances adressées aux tiers payeurs,
- d) Les correspondances adressées aux avocats.

### **6.2. Autres sinistres**

Le Secrétaire général reçoit délégation afin de signer au nom du Directeur de l'Etablissement les déclarations de sinistre et toute autre correspondance adressées aux assureurs de l'Etablissement français du sang.

### **6.3. Archives**

Le Secrétaire général reçoit délégation afin de signer, au nom du Directeur de l'Etablissement, tous les actes afférents à la gestion des archives de l'Etablissement.

## **Article 7 - Les compétences déléguées en matière d'hygiène, de sécurité au travail et d'environnement**

Le Directeur de l'Etablissement délègue au Secrétaire général, en sa qualité de Directeur du département supports et appuis, les pouvoirs pour mettre à disposition, sur prescription des personnes disposant des compétences requises, les moyens nécessaires au respect des dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles applicables au personnel, aux locaux et aux matériels de l'Etablissement, en matière d'hygiène, de sécurité au travail, de protection de l'environnement et d'installations classées.

Le Secrétaire général reçoit délégation, en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur du département risques et qualité, afin de signer, au nom du Directeur de l'Etablissement, les plans de prévention.

## **Article 8 - Les compétences déléguées en matière de dialogue social**

Le Directeur de l'Etablissement délègue tous pouvoirs au Secrétaire général pour présider et animer la commission santé, sécurité et conditions de travail de l'Etablissement.

## **Article 9 - La représentation à l'égard de tiers**

Le Secrétaire général reçoit délégation pour signer, au nom du Directeur de l'Etablissement, les correspondances et actes de nature courante concourant à la représentation de l'Etablissement à l'égard des tiers.

## **Article 10 - La suppléance du Secrétaire général et du responsable achats et juridique**

### **10.1. Matière d'achats de fournitures et services**

En cas d'absence ou d'empêchement du Secrétaire général et du responsable achats et juridique, délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du Directeur de l'Etablissement, les actes visés à l'article 2.1 :

- a) Pour les bons pour accord et les devis relatifs à des courses urgentes et à des réparations de véhicules, dans la limite de cinq cents euros hors taxes, uniquement pour des achats sur marché public, au responsable logistique et transports,
- b) Pour les bons pour accord et les devis relatifs à des remises en état urgentes, qui à défaut de réparation entraînerait un risque majeur pour l'Etablissement, dans la limite de cinq cents euros



hors taxes, uniquement pour des achats sur marché public, à la responsable services techniques.

## **Article 11 - Les conditions de mise en œuvre de la délégation**

### **11.1. L'exercice des délégations de pouvoir**

Le Secrétaire général accepte expressément et en toute connaissance de cause la délégation de pouvoir qui lui est confiée, en vertu des articles 7 et 8, par le Directeur de l'Etablissement.

Le Secrétaire général connaît la réglementation en vigueur dans les domaines faisant l'objet de la délégation de pouvoir ainsi que les sanctions applicables en cas de non-respect de cette réglementation. Il reconnaît être informé que sa responsabilité, et notamment sa responsabilité pénale, peut alors être engagée.

Le Secrétaire général diffuse ou fait diffuser régulièrement au personnel placé sous son autorité hiérarchique les instructions relatives à l'exécution de ses tâches et concernant le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Le Secrétaire général est également tenu de demander à ses subordonnés de lui rendre compte régulièrement des difficultés rencontrées et d'effectuer lui-même tout contrôle pour vérifier que ses instructions sont respectées.

Le Secrétaire général devra tenir informé le Directeur de l'Etablissement de la façon dont il exécute sa mission et des difficultés rencontrées.

### **11.2. La subdélégation**

Le Secrétaire général et le responsable achats et juridique ne peuvent subdéléguer la signature ou les pouvoirs qu'ils détiennent en vertu des articles 1 à 6 et 8 de la présente décision.

Le Secrétaire général peut subdéléguer, aux responsables et éventuellement aux cadres du département supports et appuis disposant des moyens, de la compétence et de l'autorité nécessaires, les pouvoirs qu'il détient en vertu de l'article 7 de la présente décision.

### **11.3. La conservation des documents signés par délégation**

Le Secrétaire général et le responsable achats et juridique conservent une copie de tous les actes, décisions, contrats, conventions et correspondances qu'ils sont amenés à prendre et à signer en application de la présente décision et en assurent l'archivage, conformément aux règles internes de l'Etablissement français du sang, dans le respect de la réglementation en vigueur.

## **Article 12 - La publication et la date de prise d'effet de la délégation**

Il est mis fin à la décision n° 2021.17 du 18 décembre 2021.

La présente décision, qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne, entre en vigueur le 21 juillet 2023.

A compter de cette date, la décision est aussi consultable sur l'intranet de l'Etablissement français du sang.

A Ivry-sur-Seine, le 18 juillet 2023,

Stéphane NOËL

Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France



**DECISION N° 2023.05 DU 18 JUILLET 2023  
PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE  
AU SEIN DE L'ETABLISSEMENT DE TRANSFUSION SANGUINE  
D'ILE-DE-FRANCE**

**Le Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France**

Vu le Code de la santé publique, notamment ses articles L. 1223-4, R. 1222-20, R. 1222-23, R. 1222-25, R. 1222-26, R. 1222-27,

Vu le décret du 30 septembre 2020 portant nomination du Président de l'Etablissement français du sang,

Vu la décision du Président de l'Etablissement français du sang n° N 2017.48 en date du 18 décembre 2017 nommant Monsieur Stéphane NOEL aux fonctions de Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France pour une durée de 4 ans à compter du 18 décembre 2017,

Vu la décision du Président de l'Etablissement français du sang n° N 2021.43 en date du 17 décembre 2021 renouvelant Monsieur Stéphane NOEL aux fonctions de Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France pour une durée de 4 ans à compter du 18 décembre 2021,

Vu la décision du Président de l'Etablissement français du sang n° DS 20213.08 en date du 17 juillet 2023 portant délégation de pouvoir et de signature à Monsieur Stéphane NOEL, Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France,

Le Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France (ci-après désigné « *Directeur de l'Etablissement* ») décide de déléguer :

- La signature des actes et correspondances désignés ci-après à **Madame Sabine CLEOPHAX**, en sa qualité de **Directrice du département collecte et production des produits sanguins labiles**, (ci-après désigné « *Directrice du Département* »), dans le cadre de ses domaines de compétence et du ressort territorial de l'Etablissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France (ci-après désigné « *Etablissement* »),
- Les signatures désignées ci-après à **Monsieur Ahmed SLIMANI**, en sa qualité de **responsable du service prélèvement** (ci-après désigné « *responsable prélèvement* »), qui exerce ses missions sous l'autorité du Directeur du Département, dans le cadre de ses domaines de compétence et du ressort territorial de l'Etablissement.

La présente délégation s'exerce dans le respect de la réglementation en vigueur ainsi que des politiques, directives, procédures et instructions mises en œuvre au sein de l'Etablissement français du sang.

**Article 1 - Les compétences déléguées**



### **1.1. Au titre de la promotion locale du don et de l'organisation des collectes**

La Directrice du Département reçoit délégation afin de signer, au nom du Directeur de l'Etablissement, et dans le cadre des actions et directives nationales :

- a) en vue de l'organisation des collectes de produits sanguins labiles et de la promotion du don de sang, les correspondances avec les partenaires de collecte présents dans le ressort territorial de l'Etablissement et les conventions de mise à disposition de salles n'emportant pas d'engagement financier ou juridique autre que le versement d'une caution,
- b) sous réserve, le cas échéant, de l'intervention du médiateur du service public de la transfusion sanguine,
  - les correspondances avec les partenaires de collecte,
  - les correspondances avec les donneurs de sang, excepté celles destinées aux donneurs pour lesquels un effet indésirable autre que modéré a été déclaré à l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

### **1.2. Au titre des autres domaines de compétences**

La Directrice du Département reçoit délégation afin de signer, au nom du Directeur de l'Etablissement, tout autre acte et correspondance de nature courante à l'exception de ceux portant sur un engagement juridique ou financier et de ceux adressés aux tutelles de l'Etablissement français du sang.

## **Article 2 – La suppléance du Directeur du Département**

En cas d'absence ou d'empêchement de la Directrice du Département, le responsable prélèvement reçoit délégation afin de signer, au nom du Directeur de l'Etablissement, dans le cadre des actions et directives nationales :

- a) en vue de l'organisation des collectes de produits sanguins labiles et de la promotion du don de sang, les correspondances avec les partenaires de collecte présents dans le ressort territorial de l'Etablissement et les conventions de mise à disposition de salles n'emportant pas d'engagement financier ou juridique autre que le versement d'une caution,
- b) sous réserve, le cas échéant, de l'intervention du médiateur du service public de la transfusion sanguine,
  - les correspondances avec les partenaires de collecte,
  - les correspondances avec les donneurs de sang, excepté celles destinées aux donneurs pour lesquels un effet indésirable autre que modéré a été déclaré à l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

## **Article 3 - Les conditions de mise en œuvre de la délégation**

### **3.1. L'interdiction de toute subdélégation**

La Directrice du Département et le responsable prélèvement ne peuvent subdéléguer la signature qu'ils détiennent en vertu de la présente décision.





### **3.2. La conservation des documents signés par délégation**

La Directrice du Département conserve une copie de tous les actes et correspondances qu'il est amené à prendre et à signer en application de la présente décision, et en assure l'archivage, conformément aux règles internes de l'Etablissement français du sang, dans le respect de la réglementation en vigueur.

La Directrice du Département veille au respect de cette consigne par la personne habilitée à le suppléer en vertu de l'article 2 de la présente décision.

### **Article 4 - La publication et la date de prise d'effet de la délégation**

Il est mis fin à la décision n° 2021.18 du 18 décembre 2021 à compter du 21 juillet 2023.

La présente décision, qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne, entre en vigueur le 21 juillet 2023.

A compter de cette date, la décision est aussi consultable sur l'intranet de l'Etablissement français du sang.

A Ivry-sur-Seine, le 18 juillet 2023,

Stéphane NOEL

Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France



**DECISION N° 2023.06 DU 18 JUILLET 2023  
PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE  
AU SEIN DE L'ETABLISSEMENT DE TRANSFUSION SANGUINE  
D'ILE-DE-FRANCE**

**Le Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France**

Vu le Code de la santé publique, notamment ses articles L. 1223-4 et R. 1222-12,

Vu le décret du 30 septembre 2020 portant nomination du Président de l'Etablissement français du sang,

Vu la décision du Président de l'Etablissement français du sang n° N 2017.48 en date du 18 décembre 2017 nommant Monsieur Stéphane NOEL aux fonctions de Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France pour une durée de 4 ans à compter du 18 décembre 2017,

Vu la décision du Président de l'Etablissement français du sang n° N 2021.43 en date du 17 décembre 2021 renouvelant Monsieur Stéphane NOEL aux fonctions de Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France pour une durée de 4 ans à compter du 18 décembre 2021,

Vu la décision du Président de l'Etablissement français du sang n° DS 2023.08 en date du 17 juillet 2023 portant délégation de pouvoir et de signature à Monsieur Stéphane NOEL, Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France,

Le Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France (ci-après désigné « *Directeur de l'Etablissement* ») décide de déléguer à :

- les signatures désignées ci-après à **Madame Laure BOURGUIGNAT**, en sa qualité de **Directrice du département biologie, thérapies et diagnostics** (ci-après désignée « *Directrice du Département* »), dans le cadre de ses domaines de compétence et du ressort territorial de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France (ci-après désigné « *Etablissement* »), la signature des actes et correspondances désignés ci-après ;
- les signatures désignées ci-après à **Madame Valentine FIHMAN**, en sa qualité de **responsable du laboratoire de biologie médicale** (ci-après désignée « *responsable LBM* »), qui exerce ses missions sous l'autorité de la Directrice du Département, dans le cadre de ses domaines de compétence et du ressort territorial de l'Etablissement.

Cette délégation s'exerce dans le respect de la réglementation en vigueur ainsi que des politiques, directives, procédures et instructions mises en œuvre au sein de l'Etablissement français du sang.

**Article 1 - Les compétences déléguées**

La Directrice du Département reçoit délégation afin de signer, au nom du Directeur de l'Etablissement :

- 1.1. sous réserve, le cas échéant, de l'intervention du médiateur du service public de la transfusion sanguine,
  - a) les correspondances avec les établissements de santé,



- b) les correspondances adressées aux receveurs de produits sanguins labiles, excepté celles destinées aux receveurs pour lesquels un effet indésirable sévère a été déclaré à l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé,
  - c) les correspondances avec les patients, excepté celles destinées aux patients pour lesquels un effet indésirable sévère a été déclaré à l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé,
- 1.2. les demandes d'accréditation des activités des laboratoires de biologie médicale aux organismes habilités,
- 1.3. les autres actes et correspondances de nature courante qui relèvent de ses attributions à l'exception de ceux portant sur un engagement juridique ou financier et de ceux adressés aux tutelles de l'Etablissement français du sang.

La responsable LBM reçoit délégation afin de signer, au nom du Directeur de l'Etablissement, les contrats entre un site du laboratoire de biologie médicale multi-sites de l'Etablissement et un client.

## **Article 2 - Les conditions de mise en œuvre de la délégation**

### **2.1. L'interdiction de toute subdélégation**

La Directrice du Département et la responsable LBM ne peuvent subdéléguer la signature qu'elles détiennent en vertu de la présente décision.

### **2.2. La conservation des documents signés par délégation**

La Directrice du Département et la responsable LBM conservent une copie de tous les actes et correspondances qu'elles sont amenées à prendre et à signer en application de la présente décision et en assurent l'archivage, conformément aux règles internes de l'Etablissement français du sang, dans le respect de la réglementation en vigueur.

## **Article 3 - La publication et la date de prise d'effet de la délégation**

Il est mis fin à la décision n° 2022.02 du 1<sup>er</sup> octobre 2022.

La présente décision, qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne, entre en vigueur le 21 juillet 2023.

A compter de cette date, la décision est aussi consultable sur l'intranet de l'Etablissement français du sang.

A Ivry-sur-Seine, le 18 juillet 2023,

Stéphane NOEL

Directeur de l'établissement de transfusion sanguine d'Ile-de-France

N/Réf. : NP/JH/SF/OF-2023-7

|   |
|---|
| <p style="text-align: center;"><b>AVIS D'OUVERTURE D'UN EXAMEN PROFESSIONNEL REGIONAL<br/>D'INGENIEUR HOSPITALIER</b></p> |
|---|

Examen professionnel régional d'ingénieur hospitalier aux Hôpitaux de Saint-Maurice en vue de pourvoir : **1 poste** :

**Spécialité : Informatique**

Ce concours est ouvert :

Aux candidats membres du corps des techniciens et techniciens supérieurs hospitaliers justifiant de 10 années au moins de services effectifs dans leur corps et aux membres du corps des techniciens et des techniciens hospitaliers justifiant d'au moins 8 années de services effectifs dans le grade de technicien supérieur hospitalier de 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> classe.

L'inscription à ce concours est ouverte à toute personne remplissant les conditions générales d'accès à la fonction publique hospitalière (être de nationalité française ou d'un Etat membre de l'Union Européenne, de l'Espace Eco-Européen ou de la Suisse, jouir de ses droits civiques, ne pas avoir de mentions incompatibles à l'exercice des fonctions sur le bulletin n°2 du casier judiciaire, se trouver en position régulière vis-à-vis du code du service national, remplir les conditions d'aptitude au niveau médical, en particulier être à jour de ses vaccinations).

L'avis d'ouverture l'examen professionnel régional d'ingénieur hospitalier est porté à la connaissance du public par affichage dans les locaux de l'établissement organisant ce concours et dans ceux de l'agence régionale de santé (ARS) dont il relève et également publié sur le site internet de cette agence.

Les dossiers de candidature doivent être adressés, au plus tard **le 15/09/2023 inclus** :

- En version papier : un exemplaire transmis par lettre recommandée, **le cachet de la poste faisant foi**, à l'attention de :

**Madame la Directrice  
du C H Les Murets et des Hôpitaux de Saint-Maurice  
Direction des Ressources Humaines – **Service Concours**  
17 avenue du Général Leclerc  
94510 LA QUEUE-EN-BRIE**

**ET**

- En version électronique : un exemplaire en version PDF par mail à : [concours.drh@ght94n.fr](mailto:concours.drh@ght94n.fr)

**Rappel :** le fait de ne pas faire parvenir le dossier dans le délai et selon les modalités ainsi fixées entrainera l'élimination du candidat.

## **Les dossiers de candidature doivent comporter :**

- La fiche d'inscription complétée ;
- Une lettre de candidature établie sur papier libre ;
- Un curriculum vitae détaillé établi sur papier libre mentionnant notamment les emplois occupés, les actions de formation suivies ;
- Copie des diplômes ou titre d'équivalence reconnue par la commission prévue par le décret n° 2007-196 du 13/02/2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter à l'examen professionnel d'ingénieur hospitalier ;
- Une pièce d'identité française en cours de validité (carte nationale d'identité ou passeport) ou une carte de ressortissant de l'un des Etats membres de l'Union européenne, de l'Espace Eco-Européen ou de la Suisse, en cours de validité ;
- Un certificat individuel de participation à la Journée Défense et Citoyenneté pour les candidats(tes) âgés(es) de moins de 25 ans ;
- Un état signalétique des services publics accompagné de la fiche du poste occupé ;
- Certificat de travail des emplois précédents mentionnant les descriptifs des fonctions occupées ;

### Texte de référence :

Article L6413-7 du Code de la Santé Publique ayant trait aux attributions du Directeur ;

Code Général de la Fonction Publique (CGFP) ;

Ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du Code Général de la Fonction Publique ;

Décret n° 91-868 du 05/09/1991 portant statuts particuliers du corps des ingénieurs de la fonction publique hospitalière, modifié ;

Décret n° 2007-196 du 13/02/2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours sur titres d'ingénieur hospitalier ;

Arrêté du 03/03/1993 fixant la composition du jury et les modalités des concours sur épreuves et des examens professionnels ouvrant l'accès au corps des ingénieurs hospitaliers de la fonction publique hospitalière, modifié ;

La Directrice

Nathalie PEYNEGRE

|  |
|--|
| <p style="text-align: center;"><b>AVIS D'OUVERTURE</b><br/><b>D'UN CONCOURS INTERNE SUR TITRES D'AMBULANCIER</b></p> |
|--|

Concours interne sur titres d'ambulancier aux Hôpitaux de Saint-Maurice en vue de pourvoir : **1 poste**

Ce concours est ouvert aux candidats :

- Titulaire du diplôme d'Etat d'ambulancier
- Et Titulaire du permis de conduire de catégorie B ainsi que, lorsque les caractéristiques des véhicules dont dispose l'établissement recruteur le justifient, du permis de conduire de catégorie C ou D.

Les candidats ayant satisfait aux épreuves du concours sur titres seront déclarés admis, sous réserve de produire l'attestation, une attestation d'aptitude physique et, le cas échéant, un avis médical favorable, pour la conduite de certains véhicules, et de satisfaire à un examen psychotechnique qui vérifie la coordination et les réflexes psychomoteurs (modalités par arrêté du ministre chargé de la santé).

L'inscription à ce concours est ouverte à toute personne remplissant les conditions générales d'accès à la fonction publique hospitalière (être de nationalité française ou d'un Etat membre de l'Union Européenne, de l'Espace Eco-Européen ou de la Suisse), jouir de ses droits civiques, ne pas avoir de mentions incompatibles à l'exercice des fonctions sur le bulletin n°2 du casier judiciaire, se trouver en position régulière vis-à-vis du code du service national, remplir les conditions d'aptitude au niveau médical, en particulier être à jour de ses vaccinations).

L'avis d'ouverture du concours interne sur titres d'ambulancier est porté à la connaissance du public par affichage dans les locaux de l'établissement organisant ce concours et des établissements concernés, dans ceux de la préfecture du département dans lequel se trouvent situés les établissements et dans ceux de l'agence régionale de santé (ARS) dont il relève et également publié sur le site internet de cette agence

Les dossiers de candidature doivent être adressés, au plus tard **le 15/09/2023 inclus** :

- En version papier : un exemplaire transmis par lettre recommandée, **le cachet de la poste faisant foi, à l'attention de :**

**Madame la Directrice**  
**du C H Les Murets et des Hôpitaux de Saint-Maurice**  
**Direction des Ressources Humaines – **Service Concours****  
**17 avenue du Général Leclerc**  
**94510 LA QUEUE-EN-BRIE**

**ET**

- En version électronique : un exemplaire en version PDF par mail à : [concours.drh@ght94n.fr](mailto:concours.drh@ght94n.fr)

**Rappel :** le fait de ne pas faire parvenir le dossier dans le délai et selon les modalités ainsi fixées entrainera l'élimination du candidat.

- 1/2

**Les dossiers de candidature doivent comporter :**

- La fiche d'inscription complétée ;
- Une lettre de candidature établie sur papier libre ;
- Un curriculum vitae détaillé établi sur papier libre mentionnant notamment les emplois occupés, les actions de formation suivies ;
- Copies du diplôme d'état d'ambulancier, du permis de conduire de catégorie B, ainsi que, lorsque les caractéristiques des véhicules dont dispose l'établissement recruteur le justifient, du permis de conduire de catégorie C ou D.
- Une pièce d'identité française en cours de validité (carte nationale d'identité ou passeport) ou une carte de ressortissant de l'un des Etats membres de l'Union européenne, de l'Espace Eco-Européen ou de la Suisse, en cours de validité ;
- Un certificat individuel de participation à la Journée Défense et Citoyenneté pour les candidats(tes) âgés(es) de moins de 25 ans ;
- Un état signalétique des services publics accompagné de la fiche du poste occupé ;

Textes de référence :

Article L6413-7 du Code de la Santé Publique ayant trait aux attributions du Directeur ;

Code Général de la Fonction Publique (CGFP) ;

Ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du Code Général de la Fonction Publique ;

Décret n°2021-1825 du 24/12/2021 portant statut particulier des corps de la filière soignante de la catégorie C de la fonction publique hospitalière ;

Décret n° 2022-1658 du 26/12/2022 portant création du corps des ambulanciers de la fonction publique hospitalière au sein de la filière soignante et modifiant diverses dispositions applicables à la fonction publique hospitalière ;

La Directrice

Nathalie PEYNEGRE

2/2

## AVIS D'OUVERTURE D'UN CONCOURS EXTERNE SUR TITRES DE TECHNICIEN HOSPITALIER

Concours externe sur titres de technicien hospitalier aux Hôpitaux de Saint-Maurice en vue de pourvoir :

**1 poste = spécialité du domaine hygiène et sécurité : sécurité des biens et des personnes**

**1 poste = spécialité du domaine logistique et activités hôtelières : logistique de transport**

Ce concours est ouvert aux candidats titulaires d'un baccalauréat technologique ou d'un baccalauréat professionnel ou d'un diplôme homologué au niveau IV sanctionnant une formation technico-professionnelle ou d'une qualification reconnue comme équivalente à l'un de ces titres ou diplômes dans les conditions fixées par le Décret n° 2007-196 du 13/02/2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours sur titres de technicien hospitalier.

L'inscription à ce concours est ouverte à toute personne remplissant les conditions générales d'accès à la fonction publique hospitalière (être de nationalité française ou d'un Etat membre de l'Union Européenne, de l'Espace Eco-Européen ou de la Suisse, jouir de ses droits civiques, ne pas avoir de mentions incompatibles à l'exercice des fonctions sur le bulletin n°2 du casier judiciaire, se trouver en position régulière vis-à-vis du code du service national, remplir les conditions d'aptitude au niveau médical, en particulier être à jour de ses vaccinations).

L'avis d'ouverture du concours externe sur titres de technicien hospitalier est porté à la connaissance du public par affichage dans les locaux de l'établissement organisant ce concours et des établissements concernés, dans ceux de la préfecture du département dans lequel se trouvent situés les établissements et dans ceux de l'agence régionale de santé (ARS) dont il relève et également publié sur le site internet de cette agence

Les dossiers de candidature doivent être adressés, au plus tard **le 15/09/2023 inclus** :

- En version papier : un exemplaire transmis par lettre recommandée, **le cachet de la poste faisant foi**, à l'attention de :

**Madame la Directrice  
du C H Les Murets et des Hôpitaux de Saint-Maurice  
Direction des Ressources Humaines – **Service Concours**  
17 avenue du Général Leclerc  
94510 LA QUEUE-EN-BRIE**

**ET**

- En version électronique : un exemplaire en version PDF par mail à : [concours.drh@ght94n.fr](mailto:concours.drh@ght94n.fr)

**Rappel :** le fait de ne pas faire parvenir le dossier dans le délai et selon les modalités ainsi fixées entraînera l'élimination du candidat.



## **Les dossiers de candidature doivent comporter :**

- La fiche d'inscription complétée ;
- Une lettre de candidature établie sur papier libre ;
- Un curriculum vitae détaillé établi sur papier libre mentionnant notamment les emplois occupés, les actions de formation suivies ;
- Copie des diplômes au niveau IV ou titre d'équivalence reconnue par la commission prévue par le décret n° 2007-196 du 13/02/2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter à concours externe sur titres de technicien hospitalier ;
- Une pièce d'identité française en cours de validité (carte nationale d'identité ou passeport) ou une carte de ressortissant de l'un des Etats membres de l'Union européenne, de l'Espace Eco-Européen ou de la Suisse, en cours de validité ;
- Un certificat individuel de participation à la Journée Défense et Citoyenneté pour les candidats(tes) âgés(es) de moins de 25 ans ;
- Un état signalétique des services publics accompagné de la fiche du poste occupé ;

## Texte de référence :

Article L6413-7 du Code de la Santé Publique ayant trait aux attributions du Directeur ;

Code Général de la Fonction Publique (CGFP) ;

Ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du Code Général de la Fonction Publique ;

Décret n° 2011-744 du 27/06/2011 portant statuts particuliers du corps des techniciens et techniciens supérieurs hospitaliers de la fonction publique hospitalière, modifié ;

Décret n° 2007-196 du 13/02/2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours sur titres de techniciens hospitaliers ;

Arrêté du 12/10/2011 fixant la liste des spécialités des concours et des examens professionnels permettant l'accès aux premiers et deuxième grades du corps des techniciens et techniciens supérieurs hospitaliers ;

Arrêté du 14/08/2012 fixant la composition du jury et les modalités des concours externe et interne permettant l'accès au grade de technicien hospitalier du corps des techniciens et techniciens supérieurs hospitaliers, modifié ;

La Directrice

Nathalie PEYNEGRE

**AVIS D'OUVERTURE DE CONCOURS EXTERNE SUR TITRES  
D'OUVRIER PRINCIPAL DE 2<sup>ème</sup> CLASSE**

**Concours sur titres pour l'accès au grade d'Ouvrier Principal de 2<sup>ème</sup> Classe :**

**1 poste = spécialité électricité**

**2 postes = spécialité restauration et hôtellerie**

**1 poste = spécialité peinture**

**1 poste = spécialité sécurité des biens et des personnes**

Ce concours est ouvert aux candidats titulaires soit d'un diplôme de niveau V ou d'une qualification reconnue équivalente, soit d'une certification inscrite au répertoire national des certifications professionnelles délivrée dans une ou plusieurs spécialités, soit d'une équivalence délivrée par la commission instituée par le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadre d'emplois de la fonction publique, soit enfin d'un diplôme au moins équivalent figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé.

L'inscription à ce concours est ouverte à toute personne remplissant les conditions générales d'accès à la fonction publique hospitalière (être de nationalité française ou d'un Etat membre de l'Union Européenne, de l'Espace Eco-Européen ou de la Suisse, jouir de ses droits civiques, ne pas avoir de mentions incompatibles à l'exercice des fonctions sur le bulletin n°2 du casier judiciaire, se trouver en position régulière vis-à-vis du code du service national, remplir les conditions d'aptitude au niveau médical, en particulier être à jour de ses vaccinations).

L'avis d'ouverture du concours externe sur titres d'ouvrier principal de 2<sup>ème</sup> classe est porté à la connaissance du public par affichage dans les locaux de l'établissement organisant ce concours et des établissements concernés, dans ceux de la préfecture du département dans lequel se trouvent situés les établissements et dans ceux de l'agence régionale de santé (ARS) dont il relève et également publié sur le site internet de cette agence

Les dossiers de candidature doivent être adressés, au plus tard **le 15/09/2023 inclus** :

- En version papier : un exemplaire transmis par lettre recommandée, **le cachet de la poste faisant foi**, à l'attention de :

- Madame la Directrice
- du C H Les Murets et des Hôpitaux de Saint-Maurice
- Direction des Ressources Humaines – **Service Concours**
- 17 avenue du Général Leclerc
- 94510 LA QUEUE-EN-BRIE

## **ET**

- En version électronique : un exemplaire en version PDF par mail à : [concours.drh@ght94n.fr](mailto:concours.drh@ght94n.fr)

**Rappel :** le fait de ne pas faire parvenir le dossier dans le délai et selon les modalités ainsi fixées entraînera l'élimination du candidat.

- 1/2

### **Les dossiers de candidature doivent comporter :**

- La fiche d'inscription complétée ;
- Une lettre de candidature établie sur papier libre
- Un curriculum vitae détaillé établi sur papier libre ;
- Copie de diplôme niveau V ou d'une qualification reconnue équivalente, soit d'une certification inscrite au répertoire national des certifications professionnelles délivrée dans une ou plusieurs spécialités, soit une équivalence délivrée par la commission instituée par le décret n° 2007-196 du 13/02/2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadre d'emplois de la fonction publique, soit enfin d'un diplôme au moins équivalent figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé ;
- Une pièce d'identité française en cours de validité (carte nationale d'identité ou passeport) ou une carte de ressortissant de l'un des Etats membres de l'Union européenne, de l'Espace Eco-Européen ou de la Suisse, en cours de validité ;
- Un certificat individuel de participation à la Journée Défense et Citoyenneté pour les candidats(tes) âgés(es) de moins de 25 ans ;
- Un état signalétique des services publics accompagné de la fiche du poste occupé ;

### **Texte de référence :**

Article L 6143-7 du Code de la Santé Publique ayant trait aux attributions du Directeur ;

Code général de la fonction publique (CGFP) ;

Décret n° 2007-196 du 13/02/2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours sur titres d'ouvrier principal de 2<sup>e</sup> classe ;

Décret n° 2016-636 du 19 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de la catégorie C de la fonction publique hospitalière, modifié ;

Décret n° 2016-1705 du 12 décembre 2016 portant statut particulier des personnels de la filière ouvrière et technique de catégorie C de la fonction publique hospitalière, modifié ;

Arrêté du 26 décembre 2017 fixant les règles d'organisation générale, la composition du jury et la nature des épreuves des concours de recrutement pour l'accès à certains grades de la filière ouvrière et technique de la catégorie C de la fonction publique hospitalière, pris en application des articles 4-6-et 4-7 du décret n° 2016-636 du 19 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de la catégorie C de la fonction publique hospitalière, modifié ;

Pour la Directrice et par Délégation  
Le Directeur des ressources humaines

Jérôme HUC

2/2

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS  
DE LA PREFECTURE DU VAL-DE-MARNE**

**POUR TOUTE CORRESPONDANCE, S'ADRESSER A :**

**Monsieur le Préfet du Val-de-Marne  
Direction des Ressources Humaines  
et des Moyens**

**21-29 avenue du général de Gaulle  
94038 CRETEIL Cedex**

*Les actes originaux sont consultables en préfecture*

**Le Directeur de la Publication**

**Monsieur Ludovic GUILLAUME**

**Secrétaire Général de la Préfecture du Val-de-Marne**

**Impression : service reprographie de la Préfecture  
Publication Bi-Mensuelle**

**Numéro commission paritaire 1192 AD**